

Assez de concertation avec Sarkozy contre nos retraites !

37,5 annuités pour tous !

Athènes, 10 février / photo Louisa Gouliamaki 2009 / AFP

« Je ne paierai pas »

Immigrés CGT Enseignement Grèce Italie

n° 32 avril 2010 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Le capitalisme veut moins payer les jeunes... ...et moins payer pour les vieux
Seule la grève générale l'en empêchera

Les États européens, japonais et américain avaient concédé des réformes sociales aux travailleurs salariés, face aux vagues révolutionnaires du milieu des années 1940 et de la fin des années 1960. Depuis 30 ans, ils ont entrepris de revenir sur ces acquis. Cette réaction répond à des besoins objectifs de l'économie capitaliste et non à des lubies personnelles du personnel politique de la classe dominante, à « l'idéologie » comme disent les crétins réformistes. Les droits à la retraite des salariés ont été particulièrement visés, comme en France en 1993, 1996, 2003, 2008 et de nouveau cette année.

La collaboration de classes a permis à la bourgeoisie française de traverser la crise

La crise économique de 2008 aurait dû être l'occasion de tenter de chasser Sarkozy et d'instaurer un gouvernement ouvrier qui prenne des mesures d'urgence en faveur des travailleurs et s'appuie sur leur mobilisation. Pourtant, Sarkozy, qui prétendait aller « chercher la croissance avec les dents » et qui n'avait rien vu venir, a pu survivre à la récession, en y puisant de nouvelles justifications à ses mesures pro-capitalistes et à ses plans antipopulaires.

Tout au long de la récession, Sarkozy bénéficie de l'impuissance, de la couardise et de la complicité des syndicalismes « de proposition » et des partis « réformistes », incapables de le défier, de l'affronter et d'ouvrir une alternative, car celle-ci ne peut être que révolutionnaire et socialiste. Lors de ses vœux télévisés, le 31 décembre, il remercie les chefs syndicaux de leur collaboration tout au long de l'année précédente.

> *Je veux rendre un hommage particulier aux partenaires sociaux qui ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités.*

En effet, jamais, au moment où la crise capitaliste mondiale frappe, les directions confédérales ne remettent en cause le capitalisme, n'exigent l'expropriation des banques et des groupes de l'automobile, ne revendiquent l'interdiction des licenciements et la baisse du temps de travail pour l'embauche des chômeurs. En guise de diversion, pour contrecarrer l'aspiration à la grève générale, elles multiplient les « journées d'action »

> *Le gouvernement considère ces protestations bien organisées comme une façon normale, même utile, de laisser libre cours à la déception.* (*The Economist*, 18 avril 2009)

Les journées d'action et les « grèves reconductibles » site par site protègent le gouvernement et laissent isolés ceux qui recourent à la grève et à la séquestration de dirigeants d'entreprise.

Thibault, Chérèque et Mailly sablent le champagne avec Parisot, Fillon et Sarkozy

Le bilan de Sarkozy comporte les exemptions d'impôts pour les plus riches, la montée du chômage (+ 18%), les suppressions de postes dans les hôpitaux et l'enseignement public, les subventions aux capitalistes, la concurrence exacerbée entre universités, la soumission de la recherche au profit et au militarisme, la répression policière et judiciaire des grévistes et des manifestants, la chasse aux travailleurs immigrés, les renforts envoyés en Afghanistan... Cela n'empêche pas les chefs syndicaux de la CGT, de la CFDT, de FO, de l'UNSA, de la CFTC et de la CGC de trinquer avec lui au palais de l'Elysée, le 15 janvier. Sarkozy les remercie à nouveau.

> *J'ai voulu que les partenaires sociaux soient associés à toutes les grandes décisions que nous avons prises au cours de l'année 2009... Notre pays ne s'est pas déchiré parce que nous avons agi vite, ensemble, avec un sens aigu des responsabilités qui sont les nôtres...*

Alors, à quelle sorte de nouvelle année, Thibault, Chérèque et Mailly trinquent-ils avec Parisot, Fillon et

Révolution Socialiste n° 32



www.revolution-socialiste.info

Sarkozy ? Ce jour-là, Sarkozy confirme que 2010 sera l'année d'une nouvelle attaque de sa part contre les retraites, après celle qu'il avait déjà menée dès le début de son quinquennat.

> *La crise met à mal nos finances sociales, comme le reste d'ailleurs de nos finances publiques. Cela fait cinquante ans que nous gagnons un trimestre d'espérance de vie par an. C'est une formidable bonne nouvelle parce que nous vivons plus longtemps et en meilleure santé. Mais cette bonne nouvelle nous impose des décisions. Ces décisions doivent nous conduire à nous pencher sur notre système de retraite. Les Français d'ailleurs ne s'y trompent pas : plus des trois quarts d'entre eux se disent inquiets pour leur retraite. S'ils sont inquiets, on doit s'en occuper. On ne peut pas les laisser avec cette inquiétude.*

Admirable logique : comme l'État bourgeois s'en prend en France depuis vingt ans au droit à la retraite des travailleurs, ceux-ci s'en inquiètent à juste titre ; puisqu'ils s'en préoccupent, affirme le charlatan, il convient de prendre la décision... de le diminuer davantage. À sa manière, Sarkozy dévoile la nature du capitalisme dont il est l'instrument politique : l'exploitation n'a d'autre limite que celle que lui impose le prolétariat, toute défaite du travail encourage une autre offensive du capital.

Le prétexte du déficit public, aggravé par le sauvetage du capitalisme français et le refus des capitalistes de payer des impôts, sert à s'en prendre de nouveau aux retraites et restreindre encore les services publics. Au passage, les riches s'enrichissent davantage.

> *L'argent que ces mêmes personnes ne se voient pas exiger de l'État en leur qualité de contribuables, sous forme d'impôts, elles l'avancent à ce même État sous forme de prêts rémunérés. Autrement dit, non seulement l'État ne leur soustrait pas la part de leur revenu qu'il serait en droit d'exiger d'elles et en capacité d'exiger d'elles. Mais, de plus, il rémunère cette part sous forme d'intérêts sur les bons et obligations d'État.* (Alain Bihr, *La Novlangue néolibérale*, 2007, p. 41)

Le seul problème des régimes de retraites est le refus des capitalistes de les financer

L'attaque contre les retraites ne procède pas des exigences particulières des banques et des assurances, de la cupidité du seul capital de la finance, comme le prétendent LO, le NPA, le PDG, le PCF et le PS, mais des besoins de la totalité du capital face à la totalité des travailleurs salariés.

> *Chaque capitaliste individuel, tout comme l'ensemble des capitalistes dans chaque sphère de la production particulière, participe à l'exploitation de toute la classe ouvrière par l'ensemble du capital.* (Karl Marx, *Le Capital*, III, 1864-1875, ch. 10)

Les attaques contre les retraites ne découlent pas du vieillissement de la population et de l'augmentation consécutive du rapport entre retraités et actifs (le « taux de dépendance »). Sinon, il faudrait déduire de l'augmentation du rapport entre population urbaine et agriculteurs l'exigence de diminuer la nourriture des citadins.

Sarkozy affecte d'ignorer que la production peut augmenter. Or, c'est le cas quand il y a des gains de productivité, quand la production est plus efficace. Grâce au progrès technique et à la formation des travailleurs. Ce n'est pas parce que la population se soigne davantage qu'il fallait former moins de médecins, que les consultations, médicaments, les hospitalisations... doivent être moins remboursés. De même, ce n'est pas parce qu'il y a plus de travailleurs âgés que les pensions doivent baisser ou que l'âge de la retraite doit augmenter.

> *Les diagnostics habituels sur l'avenir des retraites ne reposent guère que sur un seul argument : le vieillissement de la population... Une fois que la dégradation inéluctable du rapport entre le nombre des actifs et celui des retraités a été placée au cœur de la question des retraites, il n'y a qu'une seule solution pour échapper à l'explosion des prélèvements et des déficits : la réduction des pensions ou le recul de l'âge du départ à la retraite.* (Julien Duval, *Le Mythe du « trou de la Sécu »*, 2008, p. 34)

Les gains de productivité devraient permettre à une société dont les producteurs contrôleraient l'économie d'assurer une augmentation de la richesse sociale (dont les moyens de subsistance des producteurs et aussi de ceux qui ne peuvent y participer : malades, enfants, vieux..) et une diminution simultanée du temps de travail des producteurs (sans laquelle ils ne pourraient pas contrôler effectivement l'économie).

Le « bon sens » de Sarkozy comme les variantes plus sophistiquées des « experts » ne sont que la justification de la réaction, du retour en arrière, l'habillage des exigences du capital : la force de travail de la classe ouvrière doit coûter moins, directement et indirectement, pour augmenter la plus-value, la source de tous les profits.

> *En France, le débat sur le financement de la protection sociale part d'un diagnostic partagé : les dépenses pour les retraites et la santé augmentent plus vite que le PIB. On en conclut le plus souvent à la nécessité de réformes de la protection sociale. Mais pourquoi ? D'autres dépenses (tourisme, culture, loisirs) augmentent plus vite que le PIB. En déduit-on pour autant qu'il faut absolument « réformer » les secteurs correspondants ?* (Michel Husson, *Un pur capitalisme*, 2008, p. 98)

L'essentiel des richesses de la société capitaliste est produit par la classe ouvrière (ouvriers, employés, techniciens...) sous la forme de « biens et de services marchands » et de « services non marchands ». La somme de tous les salaires individuels nets, du salaire socialisé (perçu sous forme de « prestations sociales », incluant les pensions de retraites) et de la production socialisée (les « services publics ») que la classe ouvrière utilise gratuitement est simplement la portion de la richesse sociale qui lui revient. Toute

diminution d'une de ces composantes est donc une augmentation de l'exploitation qu'elle subit comme classe. Le capital vivant de l'exploitation du travail salarié, il cherche en permanence à augmenter celle-ci.

> *La productivité du travail ne cesse d'augmenter... Dès lors, un nombre plus faible d'actifs peut produire plus de richesses. On calcule ainsi que d'ci 2040, la production par habitant aura doublé en France. Se pose ici la question de la répartition du surplus de richesse engendré par les gains de productivité entre salaire net, cotisations sociales et revenus du capital. Au cours des années 1980 et 1990, les gains de productivité ont surtout servi à augmenter la rémunération du capital, la part des salaires dans la valeur ajoutée ayant diminué de presque 10 points en Europe.* (Bruno Palier, *La Réforme des retraites,* 2003, p. 40)

En trente ans, le capitalisme français et la 5e République en charge des ses intérêts généraux ont réussi à recreuser l'écart entre les plus riches et les plus pauvres, à diminuer la part des salaires individuels dans la valeur ajoutée (en 1982, grâce un gouvernement « union de la gauche » comprenant le PCF et le PS), à baisser relativement les dépenses consacrées à l'enseignement (rapportées au PIB) et à faire baisser le rapport entre la pension et l'ancien salaire. À la suite des précédentes mesures réactionnaires, le « taux de remplacement » passera à 53,3 % pour le salaire médian, en dessous de la moyenne des pays riches (ODCE, *Pensions at a glance,* 2009). Déjà, la moitié des retraités touche moins de 1 000 euros.

Le refus acharné de la grève générale a conduit à défaite sur défaite

En 1982, le gouvernement Mitterrand-Mauroy (s'appuyant sur une majorité absolue de députés PCF et PS) bloque les retraites en même temps que les salaires. En 1991, le gouvernement Mitterrand-Rocard commande à Charpin un « livre blanc sur les retraites » que Rocard préface. Ce rapport « d'experts » comporte déjà la thématique de la bourgeoisie (le déficit des régimes de retraite est inévitable à cause de la démographie) et il envisage aussi les mesures qui seront prises par les gouvernements du RPR-UDF et de l'UMP (le nom que prend le parti gaulliste en 2002).

En 1993, le gouvernement Balladur-Veil (qui comprend aussi Juppé et Sarkozy) applique le « livre blanc » : il augmente la durée de cotisation du « régime général », celui des travailleurs des entreprises privées (160 trimestres soit 40 annuités, au lieu de 150 trimestres, soit 37,5 annuités) et s'en prend au montant des pensions (calcul sur les 25 meilleures années au lieu des 10 meilleures, indexation sur les prix et non plus sur les salaires), au nom de la survie du régime et de la démographie, sans grande réaction syndicale.

> *Cette réforme n'a pas soulevé beaucoup d'opposition... Toutefois, les femmes qui ont longuement interrompu leur activité professionnelle... sont très pénalisées par la réforme.* (Arnaud Parienty, *Protection sociale, le défi,* 2006, p. 41)

En 1995, le gouvernement Chirac-Balladur-Juppé lance une attaque globale contre la sécurité sociale. Devant la conjonction de la mobilisation de la jeunesse scolarisée, des travailleurs de la fonction publique et des travailleurs des entreprises publiques (dont la SNCF et la RATP), le gouvernement recule partiellement, abandonnant le volet de l'assurance vieillesse (voir *Cahier Bolchevik* n° 2).

En 1997, le PS et le PCF remportent les élections législatives. Jospin met en place un gouvernement PS - PCF - MRG (aujourd'hui PRG) - Verts - MdC (aujourd'hui MRC) qui comprend Kouchner (actuellement ministre de Sarkozy), Buffet, Aubry, Strauss-Kahn (actuellement directeur du FMI), Chevènement, Royal, Fabius, Moscovici, Mélenchon... Il ne reviendra jamais sur la loi Veil et la loi Juppé, ni sur les privatisations antérieures qu'il va au contraire poursuivre.

En 2003, Chirac (élu en 2002 avec l'appel à voter pour lui du PCF, du PS, de la LCR et des directions syndicales) et Fillon alignent la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle des travailleurs des entreprises privées, au nom bien sûr de « l'équité », et la durée de cotisations pour tous, au nom de la sauvegarde du régime des retraites (41 annuités à partir de 2012 et 42 annuités à partir de 2020). La résistance est massive, mais la CFDT soutient ouvertement le projet de loi et les autres directions syndicales refusent obstinément d'appeler à la grève générale pour le retrait pur et simple du projet, avec l'aide de la LCR (aujourd'hui NPA) et de LO (voir *Révolution Socialiste* n° 9). En outre, la loi Fillon crée des fonds de pension pour la plus grande satisfaction des groupes de l'assurance et de la banque.

> *La baisse des pensions va obliger ceux qui en ont les moyens à épargner davantage en vue de leur retraite. Deux dispositifs sont prévus, calqués sur ce qui existe aux États-Unis : le PERP est un mécanisme d'épargne individuelle, le PERCO un mécanisme collectif abondé par les employeurs. Les deux bénéficient d'importants avantages fiscaux.* (Arnaud Parienty, *Protection sociale, le défi,* 2006, p. 48)

En 2007, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Bertrand s'en prend aux « régimes spéciaux » des travailleurs des entreprises publiques. Pas à ceux des policiers et des militaires, bien sûr. La résistance est importante, mais les directions syndicales, avec le renfort de de la LCR et de LO, refusent d'appeler à la grève générale. La direction Thibault de la CGT saborde le mouvement à la SNCF en acceptant, la veille de la grève, de discuter le plan du gouvernement entreprise par entreprise (voir *Révolution Socialiste* n° 26). Une revue spécialisée révèle que plusieurs directions syndicales approuvent en coulisses la mesure.

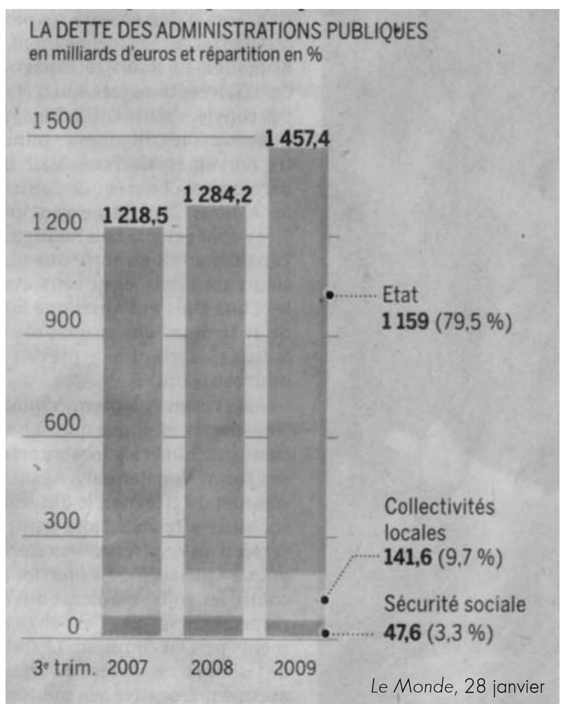
> *La plupart des acteurs reconnaissent aujourd'hui que faire disparaître les régimes spéciaux était un préalable à la « grande réforme ».* (*Liaisons Sociales Magazine,* mars 2010)

Un projet de plus contre les retraites annoncé de longue date

L'allongement de la durée de la vie de la population n'est pas l'unique cause du déficit des régimes de retraite, au demeurant très limité au regard du déficit de l'État puisque le déficit de cette année serait de 10 milliards d'euros, alors que celui de l'État atteindra probablement 140 milliards. Le chômage de masse (depuis la crise capitaliste mondiale de 1973), la multiplication des stages (1,2 million de jeunes au travail avec une paye dérisoire, voire nulle), les exemptions multiples de cotisations sociales patronales, la progression moins rapide des salaires (depuis 1982), les restrictions à l'immigration... y contribuent. Sarkozy a trouvé, fin 2008, 360 milliards pour les banques, mais 10 milliards poseraient un énorme problème. En fait, il n'y a pas de trou. Ou plus exactement, il n'y a de difficultés de financement que par le refus du capital de payer suffisamment le travail. Rien n'empêche de rétablir et d'augmenter les cotisations patronales au fur et à mesure que les besoins augmentent, sinon la préservation des intérêts du capitalisme français.

Misant sur la poursuite de la collaboration de classes, Sarkozy n'a jamais caché son intention de poursuivre les attaques contre les retraites des travailleurs.

> *Nous serons au rendez-vous de la réforme des retraites. 2010 sera un rendez-vous capital. Il faudra que tout soit mis sur la table : l'âge de la retraite, la durée de cotisation, bien sûr la pénibilité. Toutes les options seront examinées. Les partenaires sociaux feront des propositions. Je n'ai nullement l'intention de fermer le débat alors même que je commence à l'ouvrir. Mais quand viendra le temps de la décision, à la mi-2010, que nul ne doute que le gouvernement prendra ses responsabilités...* (*Déclaration devant le Parlement,* 22 juin 2009)



Le Monde, 28 janvier

Quand Sarkozy convoque un « sommet social », le 15 février, aucune travailleuse consciente, aucun travailleur conscient, n'en attend rien de bon. Par contre, les chefs syndicaux se rendent tous à l'invitation en tant que « partenaires » du pouvoir exécutif et du Medef. Respectueusement, sans esclandre, ils écoutent Sarkozy raconter comment il compte s'y prendre.

> *Si nous voulons sauver notre système de retraites, nous ne pouvons plus différer les décisions. Celles-ci seront donc prises au début de l'automne sur la base d'un texte que le gouvernement déposera sur le bureau des deux assemblées.*

Sarkozy fait appel à eux.

> *J'ai dit aux partenaires sociaux que le moment était venu de décider, même si je souhaite que du temps soit réservé pour le dialogue et pour le débat. Nous allons donc engager la discussion sur la base des travaux que le COR (Conseil d'orientation des retraites), organisme au sein duquel les partenaires sociaux sont représentés, doit remettre... La réforme des retraites est trop importante pour qu'elle ne soit pas conduite de manière concertée, ouverte et sur la base d'un diagnostic partagé.*

Sur la base d'un diagnostic partagé

Le calendrier est fixé par le chef de l'État. Même si des moutons racontent qu'ils vont où ils veulent et que c'est leur berger qui les suit.

> *L'annonce par Sarkozy d'un calendrier se prolongeant jusqu'en septembre pour le dépôt d'un projet de loi au Parlement a recueilli la satisfaction des syndicats. « Nous n'y sommes pas pour rien et l'opinion publique non plus », dit Nadine Prigent, secrétaire confédérale de la CGT. « C'est un acquis de notre intersyndicale », insiste Jean Grosset, dirigeant de l'UNSA.* (*L'Humanité Dimanche,* 18 février 2010)

Contre toute vraisemblance, le Parti de gauche voit dans le « sommet social » un recul du pouvoir.

> *La relative prudence de Sarkozy devant les syndicats n'a pas manqué d'être interprétée. « Il bat en retraite ; le Sarkozy triomphant est fini », s'est réjoui le fondateur du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon.* (*L'Humanité Dimanche,* 18 février 2010)

Sarkozy n'a pas besoin de « battre en retraite », du moins tant que l'opposition se limite à des Mélenchon, Aubry, Buffet, Besancenot Chérèque, Mailly, Thibault. En fait, toutes les directions syndicales acceptent le cadre fixé par la classe dominante : il y aurait un problème des retraites.

Depuis 2000, le « Conseil d'orientation des retraites », qui rémunère grassement les représentants syndicaux qui y participent, a toujours servi à préparer les attaques gouvernementales contre les retraites des travailleurs. Ce fut le cas en 2003.

> *La loi portant réforme des retraites est promulguée dans le courant de l'été 2003. Les projections et les propositions établies par le COR ont été au cœur des discussions entre pouvoirs publics et partenaires sociaux.* (*Liaisons Sociales Magazine,* octobre 2005)

Comme en 2007.

> *Le 11 janvier, le Conseil d'orientation des retraites (COR) remet au Premier ministre un rapport sur la réforme des retraites de 2003 qui est loin d'avoir résolu tous les problèmes, que ce soit sur le plan financier ou sur celui de l'égalité entre cotisants. Dans ce rapport, le COR propose d'allonger la durée de cotisation dans les régimes spéciaux (SNCF, EDF-GDF, RATP), qui ont échappé à la réforme.* (*Les Échos*, 15 février 2007)

Malgré l'annonce par Sarkozy de ses intentions et son invocation de l'autorité du COR, les bureaucraties syndicales et les partis réformistes continuent à y siéger. Une fois le « diagnostic partagé », le ministre du travail Woerth ouvrira la farce des consultations avec les « partenaires ». Ensuite, Sarkozy tranchera.

Au lieu d'affronter le gouvernement sur la base des revendications des travailleurs, les directions syndicales lui font des « propositions » qui ne changeront évidemment rien à ses plans.

> *Rendez-vous Retraites 2010 : la Cgt a des propositions* (CGT, 20 janvier)

> *Il faut permettre au pays d'avoir une période de débat nécessaire suffisamment longue avant que les décisions ne soient prises.* (CGT, 15 février 2010)

> *Le débat est lancé.* (FSU, *Pour*, mars 2010).

> *Les propositions de Solidaires.* (Solidaires, 2 février, 25 avril)

Toutes s'inscrivent dans le « syndicalisme de proposition » que complète le « réformisme » des partis issus de la classe ouvrière. D'ailleurs, le PCF est très lié à l'appareil CGT (auquel s'intègrent de plus en plus LO et le NPA) et à l'appareil FSU (en collaboration avec le NPA), le POI à l'appareil FO, le NPA à l'appareil Solidaires, le PS à l'appareil UNSA et, dans une moindre mesure, à celui de toutes les vieilles confédérations (CGT, FO, CFDT).

Les différents partis ouvriers bourgeois (PS, PCF, PDG) ne se distinguent entre eux que par leur chauvinisme : le PS accepte que la survie de l'impérialisme français passe par l'Union européenne (l'alliance avec l'impérialisme allemand) alors que le PCF et le PDG utilisent davantage le nationalisme français archaïque. En fait, tous les exploiteurs électoraux des travailleurs ont gouverné hier ensemble sans remettre en cause les mesures de Balladur contre les retraites et feront de même s'ils gèrent demain les intérêts du capitalisme français sous l'étiquette de « gauche plurielle », « union de la gauche » ou « nouveau front populaire du 21e siècle ».

Sarkozy invite Mailly (FO) au restaurant Laurent, 7 juillet 2007 / AFP



Les organisations centristes (LO, NPA, POI...) camouflent que les bureaucraties syndicales trahissent la classe ouvrière et de collaborent avec la bourgeoisie. Les responsables des défaites sont pour eux les travailleurs qui ne « luttent pas assez ». Pour les renégats du bolchevisme, il suffirait qu'il y ait plus « de luttes » pour que la situation des travailleurs s'améliore radicalement, sans toucher au capitalisme, à l'Union européenne, à la 5e République, ni même à Sarkozy. Diffusant les mystifications politiques de la classe dominante qui masquent la lutte entre les classes, ces demi-réformistes prétendent qu'il y a une « droite » et une « gauche » (dans laquelle le PCF vaudrait mieux que le PS). D'ailleurs, LO et NPA ont plus d'une fois soutenu électoralement « la gauche » (partis bourgeois inclus, dès 1981) et prennent de plus en plus souvent leur place au sein de « la gauche » (avec le Parti radical, le MRC gaulliste, les Verts...). LO était dans des listes « de gauche » dès le premier tour aux élections municipales en 2008 et le NPA a fait de même au second tour. Si ces organisations le font à l'échelle locale, elles le feront un jour à l'échelle nationale, comme leurs homologues du Brésil et d'Italie.

Les dernières élections n'ont en rien freiné le plan contre les retraites

Incontestablement, le président et l'UMP ont subi un échec lors des deux tours des élections régionales, les 14 et 21 mars. L'UMP ne conquiert que la Réunion et perd la Corse. Le PS semble triompher, puisqu'il dirige toutes les régions métropolitaines, à l'exception de l'Alsace.

Concernant les partis bourgeois, l'UMP, avec 26 % des voix au premier tour, perd 6 millions de voix comparativement au premier tour de la présidentielle de 2007, 3 millions si on se réfère aux régionales de 2004. La crise a regonflé les voiles du Front national (11,4 % des suffrages) avec des voix de prolétaires réduits au chômage à la recherche de boucs émissaires et de petits bourgeois déçus par Sarkozy, ce qui permet au parti fascisant de se maintenir dans 12 régions au second tour (il fait perdre à l'UMP Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Loraine, Haute-Normandie, Picardie, Provence-Alpes-Côte d'azur). Le Modem reçoit 4,2 % des voix. Le bloc Europe Ecologie fait moins qu'à l'élection européenne, mais obtient un bon score (12,2 %). Au second tour, il choisit l'alliance avec le PS.

Concernant les partis ouvriers, dans plusieurs régions, on trouve des candidats du PCF sur deux listes concurrentes au premier tour (des listes avec le PS, le PRG et le MRC ou des listes avec le PDG ou avec le PDG et le NPA). Les listes « Front de

gauche » (PCF et le PDG) obtiennent 5,8 % des votes, mais le PCF perd la moitié de ses conseillers régionaux puisqu'il doit partager avec le PDG les sièges que le PS leur a concédés. Le Front de gauche se rallie presque partout au second tour aux listes de coalition dirigées par le PS. La victoire du PS est en trompe-l'oeil. Il perd des voix par rapport à la précédente consultation régionale (2004) et des voix dans les quartiers ouvriers par rapport à l'élection présidentielle (2007). Les listes LO et celles du NPA obtiennent au total 3,4 % des voix, alors que LO et LCR avaient obtenu ensemble 4,9 % en 2004.

En fait, 23 millions d'électeurs se sont abstenus (au premier tour, 53 % des inscrits ; au second, 48,8 %), surtout dans les quartiers ouvriers et les villes populaires, surtout les jeunes. Ils ne se sont pas reconnus dans les listes proposées par le PS, le PCF et le PDG, le NPA, LO. La secrétaire du PS, Aubry, a annoncé, à la veille des élections, qu'il fallait reculer l'âge de la retraite à 61, voire 62 ans. Le PCF se garde bien de demander l'augmentation des cotisations patronales car il ne veut pas nuire à la compétitivité des entreprises françaises.

Le NPA a obtenu seulement 2,8 % des voix. Depuis cet échec électoral, il est entré en crise, un an après sa fondation triomphale. L'abandon des références au communisme et à la révolution par la LCR, la proclamation d'un parti attrape-tout et électoraliste n'ont pas payé cette fois-ci. Le NPA a constitué des listes avec le « Front de gauche » (PCF-PDG) ou avec une fraction particulièrement réactionnaire du mouvement écologiste (ceux qui prônent « la décroissance »). En outre, il a présenté sur une liste une candidate qui arborait un signe d'appartenance religieuse et d'oppression des femmes, à savoir un foulard.

> *Par rapport au parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Notre parti est une association de militants conscients d'avant-garde, combattant pour l'émancipation de la classe ouvrière. Cette association ne peut pas et ne doit pas rester indifférente à l'inconscience, à l'ignorance ou à l'obscurantisme revêtant la forme de croyances religieuses.* (Lénine, *Socialisme et religion*, 1905)

Après cette débâcle de l'UMP, les tiraillements s'accentuent dans le parti gaulliste. Beaucoup de ses députés commencent à penser que Sarkozy pourrait échouer à l'élection présidentielle de 2012 et les entraîner dans sa chute aux législatives qui suivront. Du coup, Copé, Juppé et Villepin affichent leurs ambitions. La bourgeoisie prodigue ses consignes.

> *Les bonnes réformes sont celles qui concilient le besoin d'action avec celui d'une vision à long terme. De ce point de vue, le dossier emblématique des retraites constitue l'occasion idéale de passer aux travaux pratiques.* (*Les Échos*, 22 mars 2010)

> *Le moment est venu pour le président de la République d'envoyer des signes forts au peuple de droite. Cela tient à une feuille de route simple et limpide. Compenser l'ouverture à gauche par l'ouverture à toutes les sensibilités de la majorité. Recentrer les réformes sur l'essentiel, retraite... Saisir à bras-le-corps le problème de la dette et des déficits... Rétablir la compétitivité des entreprises par la baisse des charges.... Durcir la politique contre l'immigration et la répression contre les sans-papiers...* (*Le Figaro*, 22 mars 2010)


Sommet social à L'Elysée, 15 février

Sarkozy obtempère en procédant à un réaménagement du gouvernement (un proche de Villepin et un proche de Juppé y entrent), en abandonnant ses prétentions écologiques (la « taxe carbone » est renvoyée aux calendes européennes), en ravivant le thème récurrent de la « sécurité » (alors que la crise capitaliste et la montée du chômage, sans révolution, ne peuvent qu'alimenter la délinquance) et en proposant une loi contre le hidjab (alors que le chômage, le racisme et la répression policière au faciès font le lit du fondamentalisme religieux).

S'il veut assurer son avenir politique, Sarkozy doit avant tout montrer à son véritable employeur, la bourgeoisie française, qu'il est capable de porter un nouveau coup, décisif, aux retraites (probablement en reculant l'âge légal à 62 ans, en alignant les fonctionnaires sur la règle des 25 années, peut-être en étendant à la retraite de base le système de points qui permet au gouvernement de décider chaque année du montant des pensions). Tant que les travailleurs ne débordent pas les directions syndicales, il peut être confiant.

Le simulacre des « journées d'action » est le pendant de la concertation avec Sarkozy et Woerth

Au lendemain des élections, le 23 mars, se déroule à l'appel des directions confédérales une « journée qui donne lieu à des grèves ». Le pluriel à « grèves » n'est pas choisi au hasard pour cette parodie de lutte. Il n'y a aucune revendication ouvrière dans l'appel, dont le but est de soutenir la concertation contre les retraites.

> *Les rendez-vous fixés par le président de la République et les négociations avec le patronat doivent être l'occasion d'apporter des solutions aux salariés. La situation économique et sociale nécessite l'intervention convergente des salariés du public comme du privé, des retraités,*

des privés d'emplois, pour porter avec force leurs attentes et défendre leurs intérêts communs. C'est pourquoi les organisations syndicales décident d'une mobilisation interprofessionnelle unitaire afin de peser sur ces différents rendez-vous. Elles décident ensemble d'une journée qui donne lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays le 23 mars. (*Communiqué commun CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA*, 17 février 2010)

Tous les partis qui cautionnent les «négociations » approuvent les mascarades qui les complètent (journées d'action sans revendication, « pétition citoyenne ») dont la fonction est de donner le change aux travailleurs et de servir de contrefeu à la grève générale.

Le Parti socialiste rappelle qu'il a demandé, notamment sur le dossier des retraites, une vraie concertation sociale entre le gouvernement, les organisations syndicales et les représentants du patronat pour une réforme juste... Cette manifestation est l'occasion de rappeler le gouvernement à ses responsabilités » (PS, *Communiqué*, 23 mars 2010)

Dès mardi prochain, 23 mars, nous manifesterons avec les salariés du privé et du public qui seront dans la rue, unis syndicalement autour d'exigences fortes sur les retraites, les salaires, l'emploi, les conditions de travail et le service public. (PCF, *Déclaration*, 21 mars 2010)

La première mobilisation du 23 mars doit être l'occasion pour toutes et tous de montrer notre volonté de faire reculer le gouvernement. (NPA, *Communiqué*, 23 mars 2010)

Le 23 mars pourrait être un début. Lutte ouvrière appelle à participer le plus massivement possible aux grèves et aux manifestations ! (*Lutte Ouvrière*, 22 mars 2010)

Notez le pluriel aux « grèves ». Le même éditorial de la direction de LO (signé par Laguiller) prétend qu'on peut garder Sarkozy sans problème.

Pour le moment, il s'agit de se défendre. Cela signifie obliger le gouvernement à revenir sur toutes ces mesures imposées depuis Balladur. (22 mars 2010)

Le PDG estime que *« la seule question posée est de savoir comment sera partagée la richesse produite* » (14 avril). Mais si c'est « la seule », alors la question d'arracher la production à la minorité capitaliste qui conduit l'humanité droit dans le mur ne se pose pas. De même, le NPA préconise de revoir et corriger *« le partage des richesses »* avec la classe capitaliste. Le PCF, le NPA et le PDG font tous signer une pétition de la Fondation Copernic, présentée comme une *« mobilisation citoyenne* » (sic). Pendant ce temps-là, le gouvernement poursuit sa route et les dirigeants syndicaux, comme le PDG, le PS et le PCF, se rendent chaque semaine à ses convocations.

Le premier pas pour gagner : imposer la rupture de la négociation des mauvais coups contre les retraites

Sans un gouvernement à eux, sans la prise du pouvoir par la classe ouvrière, sans l'expropriation des groupes capitalistes, sans les États-Unis socialistes d'Europe, rien ne sera assuré pour les producteurs et leurs enfants.

Dés maintenant, pour infliger une défaite au gouvernement, il faut que les travailleuses et les travailleurs imposent la rupture de la collaboration éhontée, avec Sarkozy, des organisations qui parlent en leur nom, que les représentants des salariés quittent les « négociations » contre les retraites, que les syndicats appellent à la grève générale pour :

Annulation de toutes les mesures réactionnaires antérieures contre les retraites ! Maintien des 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) ! Retour aux 37,5 annuités pour tous ! Calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois ! Prise en compte des périodes de chômage et de stage ! Indexation des pensions sur les salaires !



Nantes, mai 2003

Adresse du 1er mai du Collectif Révolution Permanente

Le capitalisme apporte le chômage, la réaction, la destruction de l'environnement et la guerre

Le sauvetage du capitalisme prépare la prochaine crise



Depuis 1989 et la restauration du capitalisme, sous la pression de l'impérialisme et par les bureaucraties staliniennes qui étaient au pouvoir en Europe de l'est, en Russie et en Chine, la perspective du communisme était soi-disant enterrée. Pourtant, le triomphe de la bourgeoisie mondiale aura été de courte durée. La multiplication des crises économiques et, surtout, la crise économique mondiale de 2008 ont ébranlé le mythe selon lequel le capitalisme assurerait la démocratie et la prospérité à l'humanité. Brutalement, une grande part des équipements des entreprises a cessé de fonctionner et 34 millions de travailleurs ont été rejetés hors de la production, alors que les besoins de l'humanité restent insatisfaits.

Quelle que soit leur composition politique, tous les gouvernements au service du capital, hier « libéraux » quand il s'agissait de démanteler les conquêtes antérieures du prolétariat, sont devenus soudainement « keynésiens » pour sauver leur système financier et leur industrie automobile. Ainsi, les banques centrales et les gouvernements ont financé généreusement les banques et les compagnies d'assurance : un plan de 700 milliards de dollars en septembre 2008 aux États-Unis, des plans pour un total de 1 700 milliards d'euros en Europe en octobre 2008. Pas question pour autant de les exproprier, ni même de les nationaliser. La propriété privée est sacro-sainte quand il s'agit des vautours de la finance ; par contre, des centaines de milliers de familles de travailleurs ont été expulsées de leur logement aux États-Unis, en Espagne et ailleurs. L'État fédéral américain vient de compléter l'aide aux groupes d'assurance privée en assurant à partir de 2014 leur financement régulier par de l'argent public. Le nouveau système de santé exclura les immigrés sans papiers et la prise en charge de l'avortement.

Le sauvetage public de pans entiers du capital ne fait que différer la crise, car la plus-value mondiale procurée par l'exploitation du prolétariat ne suffit plus à assurer un taux de profit suffisant pour la masse totale du capital existant. Par la baisse spectaculaire des « taux directeurs » et le financement à guichet ouvert des banques, les États bourgeois ont reproduit les conditions des bulles spéculatives à l'origine des multiples crises financières locales des deux dernières décennies et de l'éclatement de la récente crise économique mondiale.

Un répit pour le capitalisme obtenu au détriment de la classe ouvrière

L'OIT a annoncé en janvier que le chômage avait atteint un niveau record de 212 millions de personnes dans le monde. Malgré la reprise de la croissance chez les vieilles puissances impérialistes, le FMI prévoyait en avril un taux de chômage de 9 % pour les pays « développés » en 2010 et en 2011. L'OCDE évoque le risque d'une « génération sacrifiée ».

La destruction du capital ayant été limitée par les États, la reprise économique mondiale résulte surtout de l'augmentation de l'exploitation des travailleurs salariés. Le gonflement spectaculaire de l'armée de réserve du capitalisme sert aux entreprises pour soumettre les prolétaires qui conservent leur emploi à une intensification du travail, voire à un allongement du temps du travail et à une baisse de leurs revenus directs (leurs salaires nets) et indirects (leurs prestations sociales). Un indice est l'augmentation de la productivité du travail aux États-Unis qui atteindrait plus de 6 % sur un an.

En outre, les déficits budgétaires et les dettes publiques se creusent, puisque la bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie, qui payaient déjà peu d'impôts, refusent de supporter les frais du sauvetage public de leurs entreprises et de leur économie capitaliste nationale. Donc, les États leur empruntent et leur versent pour cela des intérêts. Le fardeau du remboursement de la dette publique, qui va de pair avec l'enrichissement supplémentaire des plus riches, retombe sur la classe ouvrière et les couches inférieurs de la petite bourgeoisie.

Autrement dit, la classe ouvrière paye le prix fort pour la crise des capitalistes : pour tous les travailleurs, la hausse des impôts et des prix ; le chômage pour les uns, l'augmentation de l'exploitation pour les autres ; pour beaucoup, la baisse des salaires ; pour certains, l'apartheid généralisé par la transformation en délinquants faute de titres de séjour, l'emprisonnement en « camps de rétention » ou même la mort en tenant de migrer.

La destruction de l'environnement se poursuit

La petite minorité capitaliste continue, quant à elle, à se déplacer librement d'un point de la planète à l'autre, sans se soucier de gaspiller les ressources naturelles par ses golfs, ses yachts, ses jets privés, etc. En décembre 2009, le sommet de Copenhague sur « le changement climatique » a connu un échec prévisible, à cause surtout des deux États dont le capitalisme émet le plus de gaz à effet de serre, la Chine et les États-Unis. Par contre, la préservation de l'environnement sert d'argument aux puissances européennes pour menacer leurs concurrents, en particulier la Chine, de mesures protectionnistes et pour assurer des débouchés à leurs trains à grande vitesse, leurs équipements de traitement de l'eau et des déchets, leurs centrale nucléaires, leurs éoliennes et leurs modules photovoltaïques.

Mais, pour tous les gouvernements, pas question, à l'heure du retour aux vieilles recettes nationales du keynésianisme, de pénaliser leur propre capitalisme, l'avenir de l'espèce humaine serait-il en jeu. Aux États-Unis, en Chine, en Allemagne, en France, en Italie, l'État bourgeois a volé au secours de ses groupes automobiles, par l'encouragement à l'achat de véhicules neufs (dont la plupart consommateurs d'énergie non renouvelable et émetteurs de gaz à effet de serre), voire par des subventions directes. La menace de l'épuisement des ressources en pétrole conduit à l'utilisation grandissante d'huile végétale comme carburant, qui provoque soit la destruction de la forêt tropicale (Malaisie, Indonésie, Brésil...), soit la diminution de cultures vivrières.

Pendant ce temps, les différents courants politiques écologistes tentent de culpabiliser les travailleurs des pays avancés en préconisant la modification des comportements individuels et prêchent même la résignation à la pauvreté aux masses des pays dominés par l'impérialisme. Les différents partis écologistes nouent des alliances, tantôt avec les partis bourgeois, tantôt avec les partis ouvriers réformistes, toujours sur le terrain du capitalisme et de l'impérialisme. D'ailleurs, un certain nombre d'entre eux ont déjà participé à des gouvernements bourgeois gérant le capitalisme (Finlande, Allemagne, France, Italie...). Or, la préservation de l'environnement de l'espèce humaine exige de renverser un mode de production dont le moteur est le profit et elle impose de le faire à l'échelle mondiale.

Le glissement vers la barbarie s'accentue

Alors que l'économie est, de manière irréversible, devenue internationale, les États ont tenté de juguler la crise capitaliste mondiale chacun pour soi. Au paroxysme de la crise, la multiplication des « conseils européens » des 27 gouvernements des États membres de l'Union européenne et des « sommets du G20 » ont affiché une unité de façade. À chaque étape de la crise, l'Union européenne s'est divisée. L'Allemagne et le Japon se réarment et sortent progressivement de la subordination militaire et diplomatique aux États-Unis dont la place économique mondiale régresse depuis des décennies. La Chine capitaliste, qui tente de devenir une puissance impérialiste, se heurte aux États-Unis qui exigent la dévaluation du yuan, multiplient les mesures protectionnistes, arment Taiwan...

Les frontières maintiennent, souvent par la force, des minorités nationales ; elles se ferment toujours davantage aux réfugiés et aux travailleurs. Toutes sortes de murs sont édifiées par des bourgeoisies impérialistes, colonisatrices ou compradores : entre les États-Unis et le Mexique, entre Israël et la Cisjordanie, entre l'Égypte et la Bande de Gaza. Toutes les douanes et les polices, voire des bandes fascistes, pourchassent les travailleurs immigrés forcés à la clandestinité. Des partis cléricaux ou fascisants servent à la bourgeoisie à canaliser le mécontentement vers des boucs émissaires, immigrés, minorités ethniques, religieuses ou sexuelles. En particulier, ces dernières années, la Russie, l'Italie, l'Espagne, l'Afrique du Sud, la Côte d'ivoire... ont connu de véritables pogromes contre des ouvriers étrangers. Les femmes travailleuses et étudiantes ont vu leur situation se dégrader dans les pays en guerre, dans ceux où le capitalisme a été restauré et ceux qui sont touchés par la réaction cléricale.

Des centaines de millions de paysans, de réfugiés, d'habitants de bidonvilles n'ont pas accès à la nourriture, à l'eau potable, à un logement décent. Les États des pays les plus riches affirment ne pas avoir assez d'argent pour assurer les retraites, la santé et l'éducation de leur propre population. Rebâtir Haïti (et même La Nouvelle Orléans) nécessitera des années. Éradiquer le choléra ou le paludisme semble hors de portée. Par contre, les dépenses pour les instruments de destruction ne connaissent pas la crise. Les achats d'armement des États-Unis, qui étaient déjà de 550 milliards de dollars en 2007, ont dépassé 600 milliards en 2008. Sur la période 2005-2009, les ventes d'armes ont été supérieures de 22 % dans le monde à celles de 2000-2004. Obama a envoyé 30 000 soldats supplémentaires pour renforcer l'occupation de l'Afghanistan. L'impérialisme américain, l'impérialisme français, l'État colonisateur sioniste, qui détiennent de multiples armes nucléaires, menacent ouvertement l'Iran d'une intervention militaire. Sous prétexte de « lutte contre le terrorisme », les États impérialistes qui sont la principale cause du terrorisme ont restreint les libertés démocratiques et renforcé l'appareil répressif d'État hypertrophié : les polices, les services secrets, les armées étatiques et privées...



REVOLUTIO[N] SOCIALIST[E]
On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller
À bas la collaboration
Place à l'action unie
revendications ouv
Reprise ? Kanaky Palestine Afrique du Sud
n° 31 novembre 2009 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Socialist Fight
Issue No. 3 Autumn 2009
Price: Waged: £1.00 Concessions: 50p, Solidarity: £2
THE STRUGGLE AGAINST FASCISM IS THE STRUGGLE FOR REVOLUTIONARY SOCIALISM! Page 15
Contents
¡LA VICTORIA ES NUESTRA!
¡RESISTE!
HOW MANY TIMES DO WE HAVE TO START OVER?
Socialist Fight is published by the International Trotskyist Current.
Contact: PO Box 59188, London, NW2 9LJ, Socialist_Fight@yahoo.co.uk

UMWELT: WAS DER KAPITALISMUS VERBOCKT
228.000 erwerbstätige Personen in Österreich sind armutsgefährdet. Insgesamt leben 545.000 Menschen in Haushalten mit Working Poor.
KLASSENKAMPF
Zeitung für Rätemacht und Revolution
Nummer 6 Herbst 2009 Gruppe Klassenkampf Preis 1,20 EUR
KÄRNTEN: DIE REPUBLIK DES PERMANENTEN VERFASSUNGSBRUCHS
IT-KV: UNTER AUSSCHLUSS DER ÖFFENTLICHKEIT
Unter Ausschluss der Basis hat die Gewerkschaft einen IT-Kollektivvertrag zustande gebracht. Hier das berauschende Ergebnis aus der Nähe ...
IRAN: NIEDER MIT DER ISLAMISCHEN REPUBLIK!
Seit den Präsidentschaftswahlen vom 12. Juni kommt der Iran nicht zur Ruhe. Vor allem Frauen und Arbeiter wenden sich gegen das Regime. Wir untersuchen die Hintergründe der Massenproteste.
GRUPPE KLASSENKAMPF

OCTUBRE - DICIEMBRE 2009
TRIBUNA CLASISTA
AÑO 3
[REVI]STA DE DEBATE MARXISTA
Asamblea Popular Nacional
[PO]R LA INDEPENDENCIA POLÍTICA DE LOS TRABAJADORES
Huelga General Indefinida
LA INDEPENDENCIA POLÍTICA DEL PROLETARIADO (II)
[POLÍTI]CA MARXISTA: POLÍTICA REVOLUCIONARIA
[LUC]HA DE CLASES Y LA HUELGA
[S]OBRE LA UNIDAD DEL FRENTE PROLETARIO (Comité Ejecutivo de la IC (1921))

Par la révolution socialiste, les travailleurs doivent ouvrir la voie du communisme

Depuis un siècle, la propriété privée des moyens de production et l'archaïsme des frontières nationales, non seulement freinent le développement des forces productives, mais aboutissent à la destruction périodique de celles-ci par les guerres et par les crises. Quoique dispersées et inefficaces à terme, les interventions étatiques à l'heure de la crise capitaliste mondiale signalent qu'il est indispensable pour la société de s'approprier collectivement les moyens de créer les richesses et de les diriger de manière consciente et planifiée. La bourgeoisie doit être expropriée, l'appareil répressif de l'État détruit, les frontières abolies. Seule la classe ouvrière est capable d'accomplir une telle tâche en prenant la tête de tous les opprimés.

Mais aujourd'hui, chaque mouvement de la classe ouvrière, de la jeunesse, des paysans pauvres, des femmes, des peuples opprimés se heurte à la politique des nationalistes bourgeois ou petits bourgeois, aux agences de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier (les partis « réformistes » de toute sorte et les bureaucraties corrompues qui contrôlent les syndicats). Les travailleuses et les travailleurs doivent restaurer l'indépendance de leurs syndicats, imposer la rupture des organisations de masse des travailleurs avec la bourgeoisie, le front unique ouvrier contre toutes attaques des exploiteurs et de leur Etat, créer et centraliser des organes d'auto-organisation, d'auto-défense et de conquête du pouvoir. Par-dessus tout, il faut que leur avant-garde se rassemble en un parti révolutionnaire international, contre toute subordination à la bourgeoisie, même quand elle se présente comme anti-impérialiste (Ahmadinejad, Chavez…). Alors, la classe ouvrière prendra conscience de sa force et saura émanciper l'humanité de l'exploitation, de l'oppression et du militarisme.

1er mai 2010

CRPP - Pérou, GB - France, GKK - Autriche, ITC-SF – Grande-Bretagne

Brochures

Marx : La Crise, 1848–1875, Cahier Bolchevik n° 21, 1 euro

Lénine : L'État et la révolution, 1917, Cahier Bolchevik n° 20, 1 euro (disponible aussi en turc)

Marx & Engels : Manifeste du parti communiste, 1848, Cahier Bolchevik n° 19, 1 euro (disponible aussi en turc)

Rous : Espagne 1936-1939, 1939, Cahier Bolchevik n° 18, 1 euro

OCI : Hongrie 1956, 1966, Cahier Bolchevik n° 17, 1 euro

Trotsky & Naville, Programme d'action, 1934, Cahier Bolchevik n° 16, 1 euro

Trotsky : La France à un tournant, 1936, Cahier Bolchevik n° 15, 1 euro

Trotsky : Encore une fois, où va la France ? 1935, Cahier Bolchevik n° 14, 1 euro

Trotsky : Où va la France ? 1934, Cahier Bolchevik n° 13, 1 euro

CoReP : Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005, Cahier Bolchevik n° 12, 1 euro (disponible aussi en turc, en anglais, en espagnol et en allemand)

Just : Pour les États-Unis socialistes d'Europe, contre la CEE, non au traité de Maastricht, 1992, Cahier Bolchevik n° 11, 1 euro

GB : La République et le foulard, 2003, Cahier Bolchevik n° 10, 1 euro

Marx : Salaire, prix et profit, 1865, Cahier Bolchevik n° 9, 1 euro

GB : Révolutions et contre-révolutions en Chine, 2002, Cahier Bolchevik n° 8, 1 euro

Trotsky : La Guerre et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, Cahier Bolchevik n° 7, 1 euro

Just : Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, Cahier Bolchevik n° 6, 1 euro

Trotsky : Les Leçons d'Octobre, 1924, Cahier Bolchevik n° 5, 1 euro

Lénine : Le Socialisme et la guerre, 1915, Cahier Bolchevik n° 4, 1 euro

Trotsky : L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale, 1938 , Cahier Bolchevik n° 3, 1 euro

Just : Le Mouvement de novembre-décembre 1995, 1996, Cahier Bolchevik n° 2, 1 euro

GB : Pour la révolution socialiste sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, 2002, Cahier Bolchevik n° 1, 1 euro (disponible aussi en espagnol)

Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour une fraction commune dans les syndicats, 2005-2006, Bulletin Bolchevik n° 3, 0,50 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour un regroupement international, 2004, Bulletin Bolchevik n° 2, 0,50 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec la FTQI France sur le boycott d'Israël et le Forum social, 2003, Bulletin Bolchevik n° 1, 0,50 euro

Rajouter 1 euro par brochure pour frais de port

Pour l'unité de la classe ouvrière
Régularisation de tous les travailleurs sans papiers ! Abrogation de toutes les lois Pasqua Chevènement-Sarkozy-Hortefeux-Besson !

Chronique de la répression ordinaire contre les réfugiés et les travailleurs immigrés

Le 29 septembre, la police détruit à Calais les abris de fortune qui hébergent les étrangers sans titre de séjour en transit pour la Grande-Bretagne et arrête 150 personnes. La plupart viennent d'Afghanistan, un pays ravagé depuis plus de 30 ans par des guerres, d'abord celles menées à partir de 1979 par des mouvements féodaux et cléricaux financés et armés par les services secrets américains et pakistanais, puis celles menées depuis 2001 par l'armée américaine, l'armée française et d'autres puissances impérialistes contre leurs anciens alliés islamistes. Le ministre de l'immigration Besson, ancien dirigeant du PS, légitime l'opération policière au nom de la lutte contre les passeurs qui exploitent les migrants. Toutefois, si la Grande-Bretagne et la France ouvraient leurs frontières aux citoyens afghans, les réseaux mafieux de passeurs, souvent liés à la police de tel ou tel État, n'auraient plus de marché.

Le 12 octobre, des milliers de travailleurs sans titre de séjour, surtout africains, occupent des entreprises d'intérim, des restaurants, des chantiers, des entreprises de nettoyage, de gardiennage... où ils travaillent. Le mouvement va toucher au total 2 000 sites en Ile de France et jusqu'à 6 000 travailleurs. Les tribunaux, au nom du droit de la propriété, multiplient les décisions d'évacuation. Systématiquement, le gouvernement fait appliquer les jugements par la police. Quand il s'agit d'un grand ami de Sarkozy, comme Martin Bouygues, même pas besoin de décision de justice :

> *Les travailleurs sans-papiers qui ont investi lundi après-midi le chantier Bouygues de rénovation de la tour First à La Défense ont été évacués. « Le préfet a autorisé le concours de la force publique, à la demande de l'entreprise, car les manifestants ne font pas partie de ses salariés », a répondu la préfecture des Hauts-de-Seine, contactée par l'AFP. Certains ont affirmé à un journaliste de l'AFP, badges à l'appui, qu'ils travaillaient sur le chantier...* (*Libération*, 23 novembre 2009)

Le 25 novembre, après plusieurs jours de négociation avec les syndicats, Besson signe une circulaire. Les préfets pourront accorder des titres de séjour provisoires, au cas par cas, aux travailleurs présents depuis plus de 5 ans en France, qui auront travaillé au moins 12 mois dans l'entreprise, en fonction de la *« situation trimestrielle de l'emploi dans la branche et la région »*. Besson précise que cela concerne environ 1 000 salariés dans toute la France.

Le 18 janvier, Besson se félicite devant la presse : les chiens de garde la 5e République ont expulsé 30 000 pauvres du pays.

> *Éric Besson présentait ce lundi son bilan annuel. 29 300 reconduites à la frontière, l'objectif de 27 000 reconduites fixé par Nicolas Sarkozy a été dépassé.* (*Le Figaro*, 18 janvier 2010)

Le 22 janvier, la police de Sarkozy-Hortefeux-Besson arrête 123 Kurdes venus de Syrie, débarqués sur une plage du sud de la Corse, et les emprisonne dans un centre de rétention administrative. Comme le droit de déposer une demande d'asile ne leur a pas été notifié, une décision du « juge des libertés » les libère quelques jours plus tard. Le gouvernement prépare alors une modification des règles de droit. Il soumet au Parlement un projet de loi pour restreindre encore les droits des réfugiés et des travailleurs migrants, le 6e depuis 2002. Celui-ci confère à l'Etat le droit d'emprisonner tout arrivant illégal, d'augmenter les durées de rétention dans les prisons (de 30 à 45 jours) et d'interdire de retour de ceux et celles qui sont expulsés.

Le 1er avril, jour de la présentation du nouveau projet de loi, la police évacue le Fonds d'assurance formation des salariés du bâtiment et des travaux publics occupé par plus de 300 travailleurs « sans papiers ».

Le capitalisme décadent surexploite les immigrés et divise la classe ouvrière

> *Le capitalisme entraîne inévitablement une mobilité de la population dont les régimes économiques antérieurs n'avaient pas besoin...* (Vladimir Lénine, *Le Développement du capitalisme en Russie*, *Œuvres* t. 3, p. 637)

En particulier, le capitalisme utilise la main-d'oeuvre des campagnes ou d'origine étrangère pour augmenter le taux d'exploitation, par la mise en concurrence des travailleurs entre eux. L'alternative est l'installation d'unités de production là où la main-d'oeuvre est moins chère et moins organisée. Mais, fréquemment, celle-ci est estimée plus risquée ou elle est techniquement impossible, dans les mines, l'agriculture, le bâtiment, le nettoyage, la restauration, les soins à la personne, etc.

Preuve que l'adversaire est le capitalisme et non le « libéralisme » ou le « néolibéralisme », les flux de travailleurs ne sont pas libres, contrairement aux échanges de capitaux. L'ensemble de la classe dominante, et pas seulement son aile fasciste, tente de consolider son hégémonie politique et idéologique en jouant une ethnie ou une religion contre une autre, en utilisant la présence d'une population étrangère. Tout en exploitant cette main-d'oeuvre ou une partie d'entre elle, la bourgeoisie ne lui accorde pas les mêmes droits, ce qui affaiblit l'ensemble du prolétariat. Ainsi, les démocraties de l'Union européenne emprisonnent plus de 30 000 personnes dans des centres de rétention pour avoir cherché un asile ou un emploi. En France, tout un arsenal de lois, décrets et circulaires a réduit les possibilités d'obtenir le statut de réfugié, de regroupement familial et d'accès à la nationalité française depuis la création par Giscard en 1974 d'un secrétariat à l'immigration. En fait, l'État bourgeois crée les « sans papiers », comme l'avait noté une brochure du PS :

> *En d'autres termes, Nicolas Sarkozy fabrique des sans-papiers, lui qui prétend lutter contre l'immigration clandestine !* (Éric Besson, *Les Inquiétantes ruptures de M. Sarkozy*, 2007, p. 39)

La grande bourgeoisie tente de détourner le mécontentement des masses (les pauvres qu'elle rejette dans des ghettos sociaux, les petits-bourgeois qu'elle ruine, les travailleurs salariés qu'elle rejette de la production...) en accusant les travailleurs étrangers, voire leurs descendants, d'être responsables des méfaits du capitalisme comme le chômage et la pauvreté, la délinquance et la criminalité, l'insuffisance de la protection sociale, etc.

Autrement dit, la principale raison pour laquelle le gouvernement Sarkozy-Hortefeux-Besson s'en prend aux immigrés ou à leurs descendants frappés par le chômage n'est pas électorale (pour voler des voix au FN), selon le cliché partagé par tous les réformistes et semi-réformistes, du PS à LO en passant par le NPA, le PCF et le PDG. L'explication est un peu courte : d'où viennent les voix du FN lui-même ? La montée de la xénophobie n'a pas pour origine la concurrence électorale entre les partis bourgeois, mais la lutte entre les classes. Les partis fascistes profitent des périodes de crise, pour grossir et concurrencer les partis bourgeois traditionnels en exaspérant le nationalisme et le racisme afin de terroriser la partie la plus vulnérable du prolétariat et de paralyser celui-ci. Les besoins politiques de la bourgeoisie poussent de même les partis bourgeois à intensifier leur rhétorique patriotique et xénophobe, comme l'ont montré en France les propos racistes du ministre Hortefeux et du maire de Marseille Gaudin, le « Débat sur l'identité nationale » et les actuels projets de lois contre l'immigration et contre « la burka ».

Paris, 9 janvier / photo CSP75



La collaboration de classes aboutit à isoler la fraction immigrée de la classe ouvrière et à affaiblir le mouvement ouvrier tout entier

Les mêmes exigences de la bourgeoisie expliquent que les bureaucraties conservatrices des syndicats et les partis ouvriers bourgeois ne se situent pas sur un terrain très différent des partis bourgeois « démocratiques ». Cependant, les partis réformistes visent, contradictoirement, à conquérir (NPA, PDG) ou à conserver (PCF, PS) un électorat de travailleurs salariés. Quant à eux, les syndicats de salariés organisent des travailleurs étrangers, avec ou sans papiers, ainsi que de nombreux travailleurs dont les parents étaient immigrés.

Si bien que le PS et le PCF protestent contre l'opération « identité nationale » de Sarkozy, mais pas parce que les travailleurs n'ont pas de patrie. Si bien que le PS et le PCF s'indignent de la manière dont le gouvernement traite les ouvriers immigrés et les réfugiés politiques, mais en acceptant les restrictions à la circulation des travailleurs. Si bien que c'est un maire PCF, André Gérin, qui a pris la tête de la campagne anti-burka en juin 2009 comme LO avait en 2004 demandé à Chirac une loi contre le foulard à l'école (voir *Cahier Bolchevik* n° 10).

La direction de la CGT qui prend en 2008 et en 2009 la tête de grèves et des manifestations de « sans papiers », s'efforce de les isoler des autres travailleurs, limite le mouvement à l'Ile de France et tente de les borner à « l'immigration choisie » de Sarkozy. Pour les chefs syndicaux, ne méritent un titre (très provisoire) de séjour que ceux qui sont utiles au capitalisme français. Le seul problème serait que les préfets ont des critères différents pour trier le bon grain de l'ivraie.

> *Les dirigeants de cinq syndicats (CGT, CFDT, Solidaires, FSU, UNSA), de cinq associations (Droits devants !, Ligue des droits de l'homme, Cimade, Femmes Egalité, Autre monde) et du Réseau éducation sans frontières se sont alarmés dans un courrier adressé, le 1er octobre, au premier ministre François Fillon, de la situation : « Le traitement de chaque dossier est loin d'être similaire selon les départements et même entre les salarié(e)s de situation parfaitement identique, y compris au sein d'une même entreprise », écrivent-ils. Pour « en finir avec ces blocages qui persistent, voire grandissent et ces discriminations constatées », ces onze or-*

> *ganisations demandent que soit édictée une circulaire de régularisation des salariés sans-papiers.* (*Le Monde*, 13 octobre 2009)

Quand une organisation de travailleurs africains, comme la Coordination des sans papiers de Paris (CSP 75), née en avril 2008, revendique, à juste titre, des papiers pour tous les sans papiers, les nervis de la CGT les évacuent en juin 2009 à coups de matraque et de gaz lacrymogène de la Bourse du travail de Paris, avec l'approbation du PCF, de LO et de la LCR (voir *Révolution Socialiste* n° 31).

« L'approche commune » avec les patrons

Quand Besson répond à l'intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires) qu'il n'y a que *« 1 000 salariés régularisables »*, la direction de la CGT estime que c'est un premier pas. De janvier à mars, les dirigeants de l'intersyndicale discutent avec les représentants du patronat (CGPME, ETHIC, Syndicat national des activités du déchet...) comment appliquer *« l'immigration choisie »*. Patronat et directions confédérales aboutissent à une *« approche commune »* :

> *Les organisations adhérant à ce texte considèrent qu'il est urgent de formuler des critères objectifs de délivrance d'autorisation de travail et de séjour pour les étrangers qui en sont dépourvus, mais qui d'une façon ou d'une autre s'acquittent et se sont acquittés de leurs cotisations et impôts, de même que leurs employeurs. Il est essentiel que la démarche employeur/salarié soit commune et conjointe. C'est une occasion de lutter réellement contre le travail illégal et c'est une démarche éthique.* (*Approche commune employeurs et organisations syndicales*, 10 mars 2010)

Les bureaucrates, en accord avec les patrons, et proposent au gouvernement une longue liste de conditions à remplir, parmi lesquelles :

> *Pouvoir apporter la preuve d'une activité salariée, chez un ou plusieurs employeurs, d'au moins 12 mois, au jour de la demande. Le salarié dont la compréhension de la langue française est considérée comme insuffisante, s'engage à suivre des cours de langue française dès la délivrance du premier titre de séjour.* (*Approche commune employeurs et organisations syndicales*, 10 mars 2010)

Tant pis pour ceux qui ne sont pas déclarés, qui le sont depuis moins d'un an. Pour ceux qui remplissent les critères, les chefs de la CGT, des SUD et compagnie font confiance aux préfets de « la République », nommés par Sarkozy et Hortefeux, pour défendre l'intérêt de « notre pays » :

> *L'« approche commune » a pour vocation de résoudre la situation des travailleurs-euses sans papiers déclarés, en opposant à l'arbitraire des préfets, contraire aux valeurs de la République, des critères objectifs, clairs, garantissant l'égalité de traitement entre les salariés concernés quel que soit leur lieu de travail. Notre pays et ses comptes sociaux ont tout à y gagner !* (*Communiqué*, 16 mars 2010)

Les renégats du trotskysme du NPA et les faux trotskystes de LO soutiennent la honteuse collaboration de classes de la direction de la CGT et couvrent son refus de défendre tous les ouvriers sans papiers.

> *Le ministre Éric Besson refuse toujours d'appliquer des critères de régularisation réalistes... Mais comme le dit la CGT, qui soutient ce mouvement avec d'autres organisations : « On n'évacue pas une réalité économique avec une descente de police ».* (*Lutte Ouvrière*, 9 avril 2010)
>
> *Les onze organisations qui soutiennent ce mouvement revendiquent une nouvelle circulaire permettant une régularisation globale des travailleurs sans-papiers. Le NPA soutient totalement cette exigence.* (NPA, *Communiqué*, 1er avril 2010)

Preuve qu'il faut bâtir un parti ouvrier révolutionnaire et non une contrefaçon subordonnée à la bureaucratie corrompue de la CGT et aux staliniens défroqués du PCF.

Pour l'unité de la classe ouvrière, pour les droits les plus élémentaires des ouvriers et des employés de toutes les ethnies, quelque soit leur pays d'origine

La revendication spontanée de tous les travailleurs sans titre de séjour est simple : des papiers pour tous les sans papiers !

Ce n'est pas l'affaire des seuls sans papiers, mais de tous les travailleurs. Les organisations ouvrières doivent reprendre leurs revendications et rompre, par conséquent, avec la « politique de l'immigration », avec « l'immigration choisie », avec le gouvernement anti-immigré et anti-ouvrier.

Front unique ouvrier pour la régularisation de tous les sans-papiers !

Autodéfense des luttes contre les polices et les bandes patronales !

À bas le projet de loi Sarkozy-Besson ! Abrogation de toutes les lois anti-immigrés !

Fermeture des centres de rétention !

Retrait des poursuites contre les travailleurs immigrés et les militants qui les défendent !

Suppression du ministère de l'immigration !

Liberté de circulation et d'établissement des travailleuses, des travailleurs, de leurs familles, des étudiants !

Mêmes droits, y compris politiques, pour tous les travailleurs !

Combattre l'orientation de la direction confédérale CGT pour vaincre le gouvernement et sa politique

La Confédération générale du travail est la première organisation syndicale par le nombre de ses syndiqués (600 000), par son score aux élections prud'homales (33,56 %) et par sa place dans l'histoire du mouvement ouvrier en France. Sa direction porte de lourdes responsabilités dans le maintien des capacités de Sarkozy et son gouvernement à frapper le prolétariat.

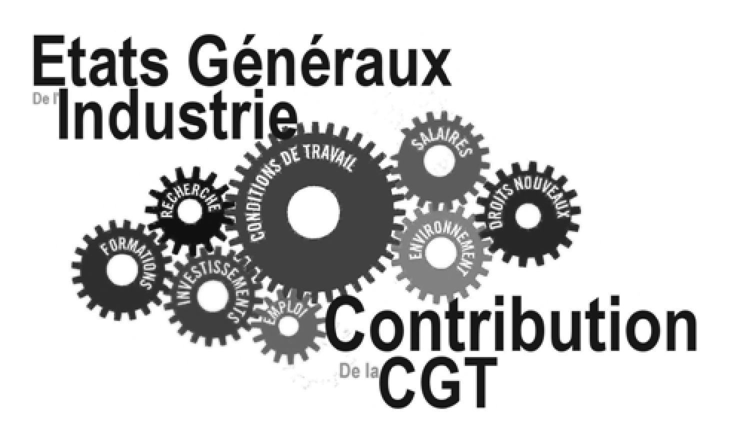
La participation aux États généraux de l'industrie

Au mois de septembre, tandis que pleuvaient les plans de licenciements touchant des centaines de milliers de familles ouvrières, la direction Thibault ne s'est guère montrée aux côtés des travailleurs luttant contre leur mise au chômage. Elle a choisi d'entonner les grands airs patriotiques de l'association capital–travail, proposant ses services au gouvernement et au patronat, pour conseiller leur politique industrielle :

> *Le Président de la République, mesurant sans doute l'écart considérable entre les déclarations d'intention et la réalité des faits, a annoncé l'organisation d'états généraux de l'Industrie en s'inspirant d'une proposition de la CGT.* (Thibault, 22 octobre 2009)

> *« On fera des états généraux de l'industrie avant la fin de l'année » a déclaré le chef de l'État lors d'une table ronde sur le thème de l'emploi, en rappelant qu'il s'agissait là d'une « très bonne idée » du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.* (*L'Expansion*, 3 septembre 2009)

Agissant en bon « *partenaire social* » de la bourgeoisie française, les dirigeants syndicaux essaient de vendre aux prolétaires, au travers de ces états généraux, une marchandise frelatée : l'idée que leurs intérêts ne sont pas irrémédiablement opposés à ceux des patrons et de l'État qui leur est tout dévoué ; qu'il est possible de garantir en même temps les besoins des travailleurs et ceux de l'industrie française. Comme si « *l'industrie française* », que Thibault et compagnie préfèrent d'ailleurs écrire avec une majuscule, ce n'était pas les capitalistes de toutes tailles, les accapareurs des moyens de produire et de distribuer : ces parasites qui extorquent la plus-value, qui licencient d'une main et intensifient, de l'autre, le travail de ceux qui restent, qui limitent les salaires, la couverture maladie, les retraites. Comment les empêcher de chercher plus de profit, un rapport plus élevé du capital investi ?



Personne n'a trouvé d'autre solution efficace que de les exproprier, de mettre sous contrôle ouvrier les moyens de production. La direction confédérale de la CGT déclare, elle, qu'elle a des propositions pour faire un meilleur business, remplissant à la fois le ventre du loup et de l'agneau !

> *Comme à SBFM, Sonas, Wagon Automotive, Faurécia, Mollex, Good-Year, Owens-Illinois, Continental et bien d'autres encore, nombreux sont les salarié(e)s avec leurs élus, porteurs de propositions constructives pour le maintien de l'emploi et l'activité de leur entreprise.* (*Tract confédéral*, 22 octobre 2009)

Contrairement à ce que prétend la bureaucratie syndicale, la première exigence des ouvriers de ces entreprises est claire : Aucun licenciement ! Sans doute parce qu'il n'est pas « *constructif* » d'une entente avec le patronat mais conscient du nécessaire combat de classe, ce mot d'ordre ne figurait pas dans l'appel à manifester le 22 octobre « *pour l'Emploi et l'Industrie* ». Il n'a pas sa place non plus dans « *les 5 priorités* » de la CGT aux états généraux de défense de l'impérialisme français face à ses concurrents :

> *Notre première priorité c'est l'avenir des hommes et des femmes qui travaillent dans l'Industrie et de ceux qui sont appelés à y travailler […] Il s'agit de pérenniser les capacités, les compétences, les savoirs faire.*

> *Notre seconde priorité va à l'innovation et à la recherche. L'objectif de consacrer 3 % du PIB à la recherche, soit 33 milliards d'euros (au lieu de 21 milliards annuels) doit enfin se concrétiser. Comment en effet prétendre préparer l'avenir sans avoir les moyens correspondants ?*

> *Troisième priorité, mettre sur pieds un plan cohérent en faveur du développement durable, afin de prendre en compte les enjeux environnementaux et en particulier le changement climatique.*

> *Quatrième priorité, il faut faire avancer les droits d'intervention des salariés. Développe-*

> *ment industriel, démocratie sociale et territoriale doivent aller de pair. La CGT revendique l'instauration d'un droit suspensif aux licenciements avec prise en compte des propositions alternatives. Nous voulons l'entrée de représentants des salariés dans les conseils d'administrations des entreprises et des groupes. Il faut créer des comités interentreprises entre donneurs d'ordres et sous traitants.*
>
> *Cinquième priorité : le financement. L'Industrie est incompatible avec les taux de rentabilité à deux chiffres exigés ces dernières années. La CGT considère qu'un pôle public de financement du développement industriel est possible dès maintenant en utilisant un livret d'épargne industrie et emploi.*

Un langage de bureau d'étude, des propositions de cogestion du capitalisme ; les grandes messes d'unité nationale s'opposent à la défense des revendications ouvrières, les « *5 priorités* » débitées par la direction de la CGT le confirment amplement.

Au final, les patrons sortent des États généraux avec des cadeaux supplémentaires, comme par exemple la prime de 200 euros pour le recrutement d'un jeune métallurgiste en remplacement d'un ouvrier partant à la retraite, sans que rien même n'oblige à une embauche pour un départ. Le bureau confédéral ne peut cacher qu'il a participé à une opération de soutien au patronat bleu blanc rouge :

> *Ce sont les vieilles recettes qui refont surface : les nouveaux cadeaux fiscaux pour les entreprises avec l'extension du crédit impôt recherche vers l'innovation ; l'accroissement des aides publiques y compris pour inciter les entreprises à relocaliser. [...] Ces mesures sont loin de répondre à l'urgence de la situation de l'industrie et de l'emploi industriel en France. Par contre le rapport se propose de pousser plus avant le modèle de « flexisécurité » et d'alléger une fois de plus les cotisations sociales des employeurs. C'est la reprise du programme du Medef !* (Communiqué CGT, 26 janvier 2010)

Il faut être un bureaucrate réformiste pour espérer un autre résultat. Les travailleurs, eux, savent que l'on ne peut attendre que des coups du gouvernement et du patronat. Les plus indulgents diront que la direction de la CGT s'est fait piéger et qu'elle a compris la leçon. Ils auraient tort, elle a l'intention de réitérer :

> *L'annonce* [faite à l'issue des états généraux] *de la « Conférence Nationale sur l'Industrie » peut être une piste intéressante. Pour la première fois les organisations syndicales y siègeraient. Ceci étant, sa définition présidentielle laisse perplexe. Il s'agit dit-il, de faire vivre le consensus social des Etats Généraux de l'Industrie. Or il n'y a pas eu de consensus. La CGT participera à cette conférence, s'il s'agit d'un lieu où nous pouvons débattre sur le fond, avancer nos propositions, travailler de manière contradictoire.* (Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, 12 mars 2010)

La politique de participation des dirigeants de la CGT à l'élaboration et la mise en œuvre des plans de Sarkozy - Parisot affaiblit le camp des exploités.

> *Cette prétendue « lune de miel » entre Sarkozy et les syndicats fait sourire les organisations patronales. « Nos idées sont reprises comme sous aucun autre président auparavant. Suppression de la taxe professionnelle, crédit impôt recherche... » détaille Laurence Parisot, la présidente du Medef.* (*Paris Match*, 3 mars 2010)



Paris, 9 janvier / photo CSP75

Le combat pour arracher la satisfaction des revendications passe par la dénonciation de la collaboration de classes, par l'exigence adressée aux directions des syndicats qu'elles rompent avec la bourgeoisie et sa représentation politique.

Le « syndicalisme rassemblé »

Le 10 avril 2008, les représentants de la CGT signaient avec la CFDT, le Medef et la CGPME une « *position commune* » qui a servi de base à la loi sur la représentativité syndicale, promulguée le 20 août 2008 et qui favorise dans les branches et les entreprises, les syndicats rassemblant, selon les élections, 10 % ou 8 % des suffrages. Autrement dit, une place prépondérante pour la CGT et la CFDT. L'appareil de la CGT vante cette alliance avec la centrale issue du syndicalisme chrétien, au nom d'un « *syndicalisme rassemblé* » qui fut très en vogue dans les textes soumis au congrès confédéral tenu en décembre. Moins apprécié par les délégués opposés à l'orientation de collaboration de classes :

> *Craignant que la présence du leader CFDT ne serve « de défouloir à une partie des délégués » au moment où ses propres détracteurs entretiennent « une ambiance hostile » au congrès, M. Thibault a prié M. Chérèque, avec « regret », de ne pas venir à Nantes.* (*Libération*, 10 décembre 2009)

Le « *syndicalisme rassemblé* » est présenté comme la réalisation de l'unité syndicale pour la défense des revendications, ce à quoi aspirent tous les travailleurs. En réalité, c'est un cartel d'organisations, d'origine ouvrière ou bourgeoise, champion des appels aux « journées d'action pour l'emploi », sans exiger « aucun licenciement », « création de tous les postes nécessaires pour assurer un travail à tous ceux qui en cherchent et pour cela, réduction du temps de travail », champion des « temps forts pour les salaires », sans aucun chiffrage des augmentations, etc. Une « unité » qui permet de camoufler le refus de combattre réellement en accusant les autres de mollesse.

> *La CGT a joué un rôle central dans cette construction unitaire en valorisant tout ce qui fait convergence et en refusant de globaliser les désaccords. Elle a rejeté toute logique des blocs opposant artificiellement un prétendu « syndicalisme radical » à celui qui négocierait.* (*Rapport d'orientation*, partie II)

Le « *syndicalisme rassemblé* » appelle à « *un grand 1er mai unitaire* », dans un texte signé le 15 avril par CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA qui ne comporte pas une seule revendication ouvrière, précise, chiffrée. Contre un appel à la mobilisation ouvrière pour affronter et vaincre le gouvernement, est dressée l'illusion que les rencontres avec Sarkozy, « *les concertations* » avec Fillon-Woerth, sur leur attaque contre les retraites, peuvent donner un résultat positif pour le prolétariat :

> *Interpellation commune en vue du Sommet social*
>
> *Dans les semaines à venir, le Président de la République va réunir un « sommet social ». Dans le même temps, les concertations sur la réforme des retraites ont commencé. Les salariés sont en droit d'en attendre des mesures efficaces et de progrès social améliorant leur situation et donnant espoir en l'avenir.*

Au « *syndicalisme rassemblé* », organisateur de défaites, il faut opposer le front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, désignant le gouvernement comme l'ennemi et non le partenaire, énonçant les revendications urgentes (aucun licenciement, augmentation de 300 euros pour le SMIC et répercussion sur les retraites, les grilles salariales, les minima sociaux, 37,5 annuités pour toucher une retraite pleine…) et les moyens de les arracher : manifestation centrale à Paris, grève générale pour empêcher Sarkozy d'appliquer sa politique, l'obliger, en particulier, à remballer sa « réforme des retraites ».

La « maison commune des retraites »

Alors que l'un des objectifs du gouvernement est d'aligner les retraites sur la règle la moins avantageuse, en instaurant, entre autres, le calcul de la pension sur les 25 meilleures années et non sur les 6 derniers mois dans la Fonction publique, la direction Thibault qui proclame que « *les 37,5 annuités ne sont plus un mandat de la CGT depuis 2 congrès* » n'hésite pas à faciliter encore davantage la tâche de Sarkozy, en prônant la « *maison commune des retraites* ». Dans les textes préparatoires au dernier congrès (décembre 2009), la défense des statuts et code des pensions de la Fonction publique était d'ailleurs totalement absente. La « *maison commune* » légitime les discours de Fillon-Woerth sur un prétendu traitement plus égalitaire des salariés du privé et du public ; elle porte la marque du syndicalisme d'accompagnement des attaques anti-ouvrières.

Cette innovation est de la même veine que le « *nouveau statut du travail salarié* » ou que la « *sécurité sociale professionnelle* », vedettes du 48e congrès et toujours à l'honneur au 49e qui constituent une offensive contre les statuts, contre les conventions collectives, contre les dispositions qui subsistent en matière de Droit du travail. L'intitulé n'est pas choisi au hasard : en opposition aux garanties collectives qui témoignent de la puissance sociale des salariés, d'un rapport de forces à un moment donné entre les deux classes fondamentales, le *nouveau statut* s'attache à l'individu. Le prolétaire qui est contraint de vendre sa force de travail n'est plus adossé aux autres travailleurs de son entreprise, de sa branche professionnelle mais se retrouve seul face à l'ensemble des exploiteurs et de l'État à leur service. Il est plus étroitement soumis aux exigences de « *l'efficacité économique* » chère à l'équipe dirigeante de la CGT et n'a plus de droits garantis nationalement, autant de « statuts » que de sites :

> *Notre bataille pour l'emploi et le nouveau statut du travail salarié s'ancre dans les territoires.* (II-36)

La direction de la confédération CGT s'aligne sans vergogne sur les besoins du capitalisme français :

réduire le secteur public, liquider ses statuts (réforme de l'État, Révision générale des politiques publiques), poursuivre les licenciements dans les secteurs non rentables de son point de vue, restructurer pour rendre compétitifs ses secteurs de pointe. Pour ce faire, baisser la valeur de la force de travail en diminuant le salaire différé, le salaire direct par l'augmentation de la durée du travail ; en réduisant les quelques limites qui subsistent aux licenciements ; en rognant encore les indemnités de licenciements, les indemnités de chômage ; en imposant aux travailleurs de se porter sur les branches déficitaires, sans tenir compte de ses qualifications, flexibilité et mobilité étant les maîtres mots.

Lors du congrès de décembre, l'appareil a avancé une adaptation de ses structures à l'offensive contre les garanties collectives, en ouvrant la porte au dépérissement des unions locales au profit des unions régionales et surtout à la destruction des fédérations, c'est-à-dire du syndicalisme d'industrie ou d'administration, appuyé sur des métiers par branche professionnelle. Là encore, cela coïncide avec les menées de la bourgeoisie qui visent à réduire le nombre de branches, à faire sauter les statuts attachés aux métiers :

> *La CGT revendique de longue date le regroupement des conventions collectives. Les pouvoirs publics ont commandé un rapport parlementaire sur la recomposition des branches professionnelles.* (*Préambule*)
>
> *Depuis le 48e congrès, il a été proposé de réfléchir autour de champs d'activité tels que l'industrie, le commerce, les transports, la communication, les services à la personne, les activités financières, l'agriculture, etc.* (III – 107)

Quant à la « *sécurité sociale professionnelle* », il suffira de comparer l'article CGT et l'intervention d'un certain Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur et chef de l'UMP :

> *Des droits transférables lors de la mobilité des salariés d'une entreprise à l'autre ; une sécurité sociale professionnelle pour tous les salariés du privé comme du public, pour que leur contrat de travail soit maintenu même si leur emploi est supprimé ; une protection sociale élargie et démocratisée, au financement garanti par une réforme de la cotisation patronale ; une démocratie participative en territoire, avec des lieux d'intervention dotés de réelles prérogatives.* (48e congrès, II-42-45)
>
> *Il nous faut adapter les protections du salarié aux besoins d'aujourd'hui. Alors que les parcours professionnels sont discontinus et marqués par des périodes de chômage plus ou moins longues, par des reconversions et l'acquisition de compétences nouvelles, les protections doivent désormais être attachées aux salariés et non aux emplois qu'ils occupent. C'est cela le cœur de la Sécurité sociale professionnelle.* (Sarkozy à l'usine Métaleurop, 13 avril 2006)

Dans le rapport d'activité du dernier congrès en décembre, l'aveu de cette honteuse collusion se comprend malgré le style aussi limpide qu'un jus de chique :

> *Nous avons affirmé au 48e congrès que la sécurité sociale professionnelle et le nouveau statut du travail salarié étaient des revendications « brevetées CGT ». De fait, si ce concept a été repris et utilisé par beaucoup d'acteurs, y compris pour habiller une « flexisécurité » à la française, il peine à trouver une traduction concrète en termes de droits nouveaux pour les salariés.*

Défense des droits acquis par les luttes des travailleurs qui nous ont précédés ! Assez de ces formulations qui n'ont rien à voir avec les exigences des travailleurs et qui font bon ménage avec celles des patrons et du gouvernement à leur service ! Place aux revendications ouvrières !

Régularisation de tous les travailleurs sans papiers !

Il n'y a pas d'autre revendication pour qui cherche à défendre les intérêts du prolétariat, à garantir son unité, à protéger les travailleurs les plus exposés. La

direction de la CGT prétend qu'elle prend en charge cette revendication centrale et qu'elle est à la pointe de la lutte des travailleurs sans papiers. En réalité, l'appareil syndical épouse, sur cette question comme sur toutes les autres, la politique du gouvernement Sarkozy. Il a accepté « *le cas par cas* », « *l'immigration choisie* ». Il a parlé de victoire quand est parue le 24 novembre, la circulaire Besson déclinant les critères « *cumulatifs* » de régularisation : 5 ans de présence en France, exercice d'un emploi dans les métiers en tension, ancienneté égale ou supérieure à 12 mois dans l'entreprise avec un CDD ou un CDI, justifier de capacités d'intégration (en particulier, parler le français). Combien de milliers d'hommes et de femmes laissés sur le carreau ? Combien de travailleurs algériens et tunisiens exclus du dispositif à cause du respect des accords passés entre les pays d'origine et la France ?

Le 3 mars 2010, la direction confédérale ose signer une « *approche commune entre employeurs et organisations syndicales sur les conditions d'obtention d'autorisation de travail et de séjour correspondant pour les salariés étrangers* » qu'elle présente comme une avancée pour les travailleurs sans papiers :

> *Au siège du mouvement ETHIC (Entreprises à Taille Humaine Indépendantes et de Croissance) se sont rencontrés le 3 mars 2010 des représentants de la CGT, de la CFDT, de l'UNSA, de la FSU, de Solidaires, de la CGPME, d'ETHIC, du Syndicat national des activités du déchet, de Véolia Propreté et d'autres entreprises. Lors de cette rencontre, ils sont arrivés à une approche commune, concrétisée par un texte commun. Il s'agissait d'établir les conditions précises et objectives d'obtention d'autorisation de travail et de séjour correspondant, pour les salariés étrangers « sans papiers » mais qui s'acquittent, de même que leurs employeurs, de leurs cotisations et impôts. Ce texte commun, soumis en priorité aujourd'hui à M. Xavier Darcos, Ministre du Travail, n'a pas vocation à prendre position sur la question de la régulation des flux migratoires en France. Il se veut pragmatique, constructif et positif. Il est souhaitable et urgent que les parties intéressées puissent rencontrer M. Xavier Darcos sur les propositions avancées. Ils appellent les différents acteurs du monde de l'entreprise à rejoindre cette démarche.* (*Communiqué CGT*, 8 mars 2010)


Palais de l'Elysée, 15 janvier /photo Michel Euleria

Hormis la répugnante « *non prise de position sur la question de la régulation des flux migratoires* » qui donne quitus à la politique des frontières fermées pour les pauvres, le texte, en prenant même bien soin de séparer le sort des « *salariés intérimaires* », des « *salariés de professions exigeant une habilitation ou un agrément* » (!), avance les mêmes critères de régularisation que le gouvernement (à part les 5 ans de travail déclarés qui deviennent 1 an). Il les justifie en soutenant ouvertement les intérêts des patrons : nécessité de « *combattre les distorsions de concurrence entre les entreprises* », « *reconnaître de façon apaisée les besoins de certains secteurs d'activité* », « *lutter efficacement contre le travail illégal* ».

Alors que chaque jour, des milliers de travailleurs d'origine étrangère sont exploités au travail ou contraints à la misère parce que l'État français leur refuse des papiers, sont contrôlés au faciès, humiliés, arrêtés, expulsés par la police de Sarkozy, alors que les grévistes subissent la violence d'État contre les piquets de grève, les représentants de Thibault et des autres syndicats signataires volent au secours... des patrons !

> *L'employeur ne devra, en aucun cas, subir une sanction rétroactive s'il se présente pour régulariser la situation des salariés pour lesquels il a payé des cotisations patronales pendant toute la période où il les a employés.*

À bas la collaboration avec le ministère de l'immigration et de l'identité nationale ! À bas la collusion avec les patrons ! Des papiers pour tous ! Abrogation de toutes les lois et circulaires qui entravent la circulation et l'établissement des opprimés, des exploités, de quelque région du monde qu'ils viennent ! Dirigeants des syndicats, au service des prolétaires pas des pa-

trons ! Unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie française, ses frontières, ses critères, ses accords impérialistes avec les pays dominés !

Les travailleurs sans papiers utilisent les méthodes de la classe ouvrière pour obtenir leurs justes droits : les occupations, la grève, les manifestations. Comme tous les travailleurs, ils ont besoin d'être organisés pour gagner. C'est la responsabilité des syndicats que de prendre en charge leur lutte. Les dirigeants de la CGT disent le faire, alors qu'ils les enferment dans le carcan de la légalité Sarkozy-Hortefeux et les isolent du reste du prolétariat.

La division des rangs ouvriers

Cette division est déclinée par les appareils syndicaux à coups de journées d'action par catégorie, par secteur, par région. Elle vise à empêcher que le prolétariat prenne conscience de sa force et se dresse, classe contre classe, face à la bourgeoisie, son gouvernement, ses institutions. Le saucissonnage des luttes vient de trouver une nouvelle illustration à la SNCF. La direction de la CGT cheminots a déposé sept préavis de grève (distincts de ceux de SUD) dont quatre pour une grève reconductible dans le fret, l'exploitation, chez les contrôleurs et les agents de conduite. La clique de Le Reste (secrétaire général de la CGT cheminots) a donné, dès le départ, un caractère morcelé au mouvement d'un des secteurs les plus organisés du prolétariat, en instaurant une collection de grèves locales. Selon les dépôts, les régions, elle a duré jusqu'au 21 avril et entraîné un tiers des personnels. 15 jours de grève pour la fraction la plus déterminée des cheminots.

Les objectifs fixés portaient sur « *les réductions d'effectifs, la réorganisation du fret, les salaires, la montée des souffrances au travail* ». Mais comment croire que les personnels de la SNCF pouvaient, seuls, obtenir les embauches nécessaires quand l'État-patron découpe à la tronçonneuse dans tous les services publics (hôpitaux, enseignement, etc.), maintient les salaires en dessous de l'inflation ? Pourquoi les cheminots tout seuls ? Comment comprendre que le combat pour arracher les revendications se change, dans la bouche des dirigeants syndicaux, en satisfecit parce qu'une « *table ronde sociale* » se tiendra à la mi mai, en demande de « *discussions* » qui plus est, régionales ?

> *Question : Où en est le conflit social ?*
>
> *Didier Le Reste : Tout d'abord, il aurait pu être évité, si la SNCF n'avait pas retiré sa proposition de négociation transverse faite le 31 mars et que nous avions acceptée. De la même manière, ce conflit aurait pu être écourté si la direction avait accepté de négocier dès le début. [...] Le mouvement a permis de faire sauter un verrou puisque, contrairement à la fermeté affichée, les directions ont été contraintes de s'asseoir autour de la table. [...] La table ronde d'aujourd'hui ne sera pas suffisante. Si on veut une véritable négociation en rapport avec les raisons du conflit, alors il faut traiter autrement de la question de l'emploi, des restructurations, de la situation du fret, de la politique salariale, de la revalorisation des primes de travail et des revendications spécifiques à chaque métier. Il faudra donc plusieurs rendez-vous placés au cœur d'un environnement revendicatif.* (*L'Humanité*, 21 avril 2010)

15 jours de grève et Le Reste est content parce qu'il pose ses fesses à côté de celles de Pépy (PDG de la SNCF) qui a gardé la main, tout du long, non confronté à la grève générale des cheminots. 15 jours de grève et Le Reste avoue que les tables rondes se tiennent sur l'ordre du jour initialement prévu par la direction de la SNCF qui n'a rien lâché. Le Reste qui déclenche (avec SUD Rails) puis qui fait rentrer, en faux cul, en laissant croire que les AG décident.

> *Le secrétaire général de la CGT-Cheminots, Didier Le Reste, a déclaré, lundi 19 avril sur RMC, que son organisation s'orientait « vers la suspension de la grève ». « Je pense qu'aujourd'hui, les cheminots vont décider dans un certain nombre d'endroits de suspendre leur action. Nous sommes sur cette trajectoire à condition que l'entreprise joue le jeu », a-t-il ajouté.* (*Le Monde*, 20 avril 2010)

Le Reste et son équipe ont mis les cheminots en situation de ne rien gagner après 15 jours de grève ; ils épuisent les forces d'une section du prolétariat qui sera très importante dans la bataille pour la défense des retraites, contre le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Pour une CGT réunifiée et lutte de classe

Participation à tous les organes de cogestion, bradage des revendications, division, cette politique ne se retrouve pas à la seule CGT. Toutes les bureaucraties syndicales sont corrompues, domestiquées par la bourgeoisie, alors que l'offensive capitaliste contre les acquis arrachés précédemment par les luttes ouvrières rend plus que jamais nécessaire l'existence du syndicat, d'une organisation permanente qui regroupe l'ensemble des travailleurs salariés pour se défendre collectivement.

Pour ne pas laisser les syndicats aux mains des appareils traîtres, qui les vident (8 % de syndiqués en France) et les impuissantent, il faut défendre à l'intérieur et à l'extérieur, l'orientation dont le prolétariat a besoin : énoncer les revendications correspondant aux besoins des masses, exiger de ceux qui disent parler en leur nom qu'ils les reprennent, qu'ils rompent leurs liens avec le gouvernement et le patronat ; contre les journées d'action, l'émiettement des forces, formuler la voie par laquelle la mobilisation peut passer pour obtenir satisfaction ; favoriser l'organisation indépendante des travailleurs mobilisés (assemblées générales, piquets, comités de lutte et de grève révocables et centralisés).

Ce combat participe pleinement aux efforts pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire.

Enseignement

Grâce à la collaboration des directions syndicales, le gouvernement poursuit la destruction de la recherche et de l'enseignement publics

Aux côtés des étudiants et des personnels non enseignants, les enseignants-chercheurs ont mené l'an passé un combat de plusieurs mois contre la mise en oeuvre de la loi « relative aux libertés et responsabilités des universités » (LRU), élaborée en concertation avec les directions syndicales et votée durant l'été 2007. Cette loi avait déjà donné lieu à des résistances de la part des étudiants et d'une partie des enseignants-chercheurs pendant l'automne 2007. Elles avaient été trahies par les directions syndicales, à commencer par celle de l'Unef qui avait été plus prompte à appeler à reprendre les cours qu'à engager le combat.

En 2009, dans l'isolement de grèves reconductibles, locales, ils ont cherché à empêcher la dislocation de leurs statuts, la casse des concours d'enseignement, la soumission des doctorants aux besoins du patronat local… La mobilisation de 2009 a été défaite parce que les directions syndicales, au premier chef le SneSup-FSU majoritaire, ont refusé de lancer le mot d'ordre de grève générale des universités jusqu'au retrait des décrets Pécresse, l'abrogation de la LRU.

> Pour l'abrogation de la loi LRU !
> Pour arracher le retrait du projet de décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, le retrait du projet de mise en cause des concours d'enseignement, le retrait du projet de contrat doctoral, le rétablissement des 1 030 postes supprimés
>
> **Il faut la grève générale de l'enseignement supérieur et de la recherche !**
>
> Dans la quasi-totalité des universités, dans de nombreux IUT, IUFM, des enseignants-chercheurs, des étudiants, des Biatoss ont voté la grève et entamé le combat contre la politique universitaire du gouvernement. Quelques jours après la coordination nationale étudiante le 15 février, la coordination nationale des universités réunie le 20 février, a adopté à son tour le mot d'ordre d'abrogation de la LRU et choisi de poursuivre la grève.
>
> Mais pour gagner, ce n'est pas de grèves au pluriel, de grèves faculté par faculté dont ont besoin les enseignants, les étudiants, tous les personnels de l'enseignement supérieur. Pour sentir partout la force de la grève, face à l'offensive nationale que le gouvernement déchaine, il faut une riposte nationale :
>
> Dirigeants du SNESup, de la CGT, de FO, de l'UNEF… appelez clairement, maintenant, à la grève générale de l'enseignement supérieur jusqu'à satisfaction des revendications !
>
> La résistance des travailleurs de l'université et des étudiants a pris une ampleur inédite. Après la manifestation massive qui a rassemblé 100 000 personnes le 10 février, le gouvernement a commencé à reculer, en suspendant le décret sur le statut des enseignants-chercheurs et en chargeant une médiatrice de réécrire le texte de la ministre, puis a opté pour une tactique d'attente, espérant que les universitaires cessent le combat. Les universitaires ne sont pas dupes et la manifestation du 19 février fut également massive malgré le début des vacances pour certaines universités. Le gouvernement poursuit la provocation en offrant au moins 20 000 € de prime annuelle pour inciter les présidents d'université récalcitrants à appliquer la loi LRU.
>
> Pour arracher la victoire sur nos revendications, pour obtenir des créations de postes massives pour répondre aux besoins de formation et de recherche, aux côtés des travailleurs antillais en grève générale, contre ce gouvernement responsable de la mort d'un syndicaliste en Guadeloupe :
>
> C'est le moment, dirigeants du SNESup, de la CGT, de FO, de l'UNEF…, appelez à la grève générale de l'enseignement supérieur jusqu'à la satisfaction des revendications !
>
> **Tract du Groupe bolchevik, 24 février 2009**

Derrière un discours qui se donnait pour radical, la concertation avec le gouvernement était maintenue. Les responsables SneSup ou Unef participaient plus à diverses tables rondes qu'aux assemblées générales. Le combat a été phagocyté fac par fac, voire bâtiment par bâtiment, affaibli de grève des notes en grève administrative ; il a été isolé des autres secteurs de l'enseignement public et de toute la classe ouvrière, et il a définitivement pris fin avec des interventions policières sur plusieurs campus. Lors de ses vœux au « monde de l'éducation et de la recherche », Sarkozy a eu beau jeu d'insulter les étudiants et personnels des universités en ignorant l'ampleur de la résistance à sa politique, l'attachement au droit aux études, aux statuts des personnels, travestis en « corporatismes » par le patron de Pécresse :

> *Les freins à l'autonomie étaient à l'extérieur et non à l'intérieur* [du monde universitaire]. *Entre les présupposés idéologiques et les craintes de toutes sortes, on vous paralysait de l'extérieur… Ceux qui décrivent le monde de l'éduction comme un bastion de corporatismes ne vous connaissent pas.* (Saclay, le 11 janvier 2010)

Vers une université au service du patronat

La loi LRU modifie profondément le mode d'organisation des universités, dans le sens d'une adaptation progressive aux intérêts du patronat. Des représentants de la classe capitaliste, pudiquement désignés comme « personnalités extérieures », sont dorénavant autorisés à siéger dans les Conseils d'administration des universités et même à co-élaborer des diplômes (par exemple Cap Gemini encadre un dispositif de « Diagnostic et conseil pour l'organisation et le pilotage de l'accompagnement de l'étudiant dans son parcours » à l'Université Paris 12 Créteil).

Elle contribue à briser le cadre national des universités en donnant au président de chaque université un pouvoir accru de mandarin, le transformant en directeur général. Les présidents peuvent dorénavant embaucher des enseignants, des chercheurs, des techniciens, des administratifs, avec un contrat privé, à la place de fonctionnaires. Ils ont également le pouvoir d'attribuer des primes individuelles au mérite, d'exercer un droit de veto sur les recrutements des personnels, renforçant ainsi le clientélisme, contribuant à accroître la concurrence entre collègues, à soumettre la production de connaissances aux besoins de capital et à faciliter la reproduc-



tion de la force de travail. Le CNRS est explicitement doté d'un « président directeur général ».

Les universités voient leur autonomie financière renforcées – elles peuvent désormais gérer 100 % de leur budget contre 25 % depuis la loi Faure en 1968 –, ce qui les conduit à orienter leur recherche en fonction de contrats avec des collectivités locales ou avec des entreprises, dont la temporalité des objectifs est bien sûr inadaptée à celle de la découverte des connaissances, mais correspond à des impératifs de rentabilité financière. Les universités sont autorisées à créer leurs propres diplômes, sur lesquels elles disposent d'une liberté plus large, notamment pour les frais d'inscription. L'Université Paris-Dauphine a donné l'exemple en les faisant passer de 231 euros à 4 000 euros pour certains masters (gestion, économie internationale, développement) :

> *La décision prise par le conseil d'administration de Dauphine n'engage que Dauphine et c'est une décision locale. L'autonomie des établissements universitaires, c'est aussi la liberté d'agir sur certains sujets, il faudra bien s'y faire.* » (Laurent Batsch, président de l'Université Paris-Dauphine, *Les Échos*, 5 février 2010)

Vient s'ajouter à ces éléments le chantage gouvernemental du « grand emprunt » : seules pourront en bénéficier les universités appliquant « sur une base volontaire » la politique du gouvernement, notamment le regroupement des universités sous la forme de PRES (pôles de recherche et d'enseignement supérieur) qui s'inscrivent dans des rapports contractuels avec les collectivités locales et avec les entreprises privées, ce qui correspond à des fusions d'universités et donc à des réductions de postes.

Non seulement le gouvernement soumet les universités aux intérêts du patronat, mais il cherche même à encourager la soumission de la jeunesse au crétinisme religieux : Sarkozy a signé, le 18 décembre dernier avec la Vatican, un accord de « reconnaissance mutuelle des grades et des diplômes de l'enseignement supérieur délivrés sous l'autorité d'une des parties », ce qui signifie qu'un diplôme délivré par des curés pourra être reconnu, à niveau comparable, par l'État français.

Partout en Europe

Les sociaux-chauvins de tout poil ont évidemment tenté de rendre responsables des attaques contre le droit aux études non leur propre bourgeoisie (grecque, française, espagnole, italienne...) et leur propre Etat, mais l'Union européenne. Or, ce sont les membres des gouvernements nationaux, la réunion des ministres de l'enseignement supérieur (« conseils des ministres européens ») qui ont, plus ou moins, coordonnés les politiques universitaires. Leur « *processus de Bologne* » (1999-2009) vise officiellement à établir un « *espace européen d'enseignement supérieur* » (dont un système de reconnaissance mutuelle des études sous le forme de « *crédits* ») mais pour faciliter « *l'employabilité* » des étudiants, c'est-à-dire soumettre les universités aux besoins les plus immédiats de la valorisation du capital.

L'austérité, la privatisation de l'université, l'intensification de la concurrence et la mise au pas de la jeunesse ne sont pas propres à la France. Elles touchent particulièrement les universités des pays dominés. Dans les pays impérialistes, des mesures similaires (en termes de gestion des personnels, d'autonomie financière) à celles de Sarkozy-Pécresse sont également prises, et pas seulement dans les pays membres de l'UE. Par exemple, des grèves d'étudiants et de lycéens ont été menées en Californie en 2006 pour défendre les immigrés. Au Canada, des grèves d'enseignants-chercheurs et d'étudiants ont eu lieu en 2007 (contre l'augmentation des frais d'inscription) ou se déroulent actuellement (pour l'augmentation des salaire des chargés de cours). En Suisse, une protestation a touché l'université de Berne en novembre 2009.

En Allemagne, plusieurs centaines de milliers de personnes (principalement des étudiants et des enseignants) ont défilé dans tout le pays à l'occasion d'une « journée nationale de manifestation » en juin 2009, puis une « semaine nationale de grève » fut provoquée en novembre-décembre 2009, contre la concurrence croissante entre les universités, contre la détérioration des conditions d'enseignement, avec notamment pour exigence la suppression des frais d'inscription (ils sont de 500 à 1 000euros par étudiant par semestre), le refus de soumettre l'université à des impératifs de concurrence et de rentabilité :

> *Nous proposons une véritable alternative : l'autodétermination de nos savoirs et de nos modes de vie et non la compétitivité, le libre accès à l'éducation et la suppression de tous les frais imposés, comme les frais de droit d'inscription, les frais de formation et les frais de garderie et de crèche, le financement public de l'ensemble de l'enseignement, libéré de l'emprise de l'économie sur les contenus, sur la structure des études et sur la répartition des postes...* (Alliance de la grève éducative, Heidelberg, *Appel à la grève de 2009 contre le système de l'enseignement supérieur et contre le système éducatif en général*, juin 2009)

En Autriche, les universités étaient occupées dans toutes les villes où elles sont présentes. Début novembre 2009, 40 000 étudiants et lycéens défilaient à Vienne avec pour mot d'ordre : « De l'argent pour l'enseignement, pas pour les banques et les entreprises ! »

En Grande-Bretagne, des centaines de suppressions de postes, l'austérité budgétaire (*« Les budgets devraient diminuer de 6 % dans les trois prochaines années »*, *The Guardian*, 7 février 2010), des suppressions de filières, des fermetures de campus, des suppressions de bourses destinées aux étudiants les plus pauvres des remplacements d'enseignants statutaires par des étudiants avancés... là aussi sous prétexte d'autonomie, ont provoqué des grèves étudiantes, puis des grèves des personnels, et des occupations dans plusieurs universités.

Ces grèves font écho aux mouvements puissants qui se sont développés en 2008 en Grèce et en Italie, dans l'enseignement supérieur et primaire.

La modification des concours de l'enseignement public

Un aspect majeur de la mobilisation en France, à l'université l'an passé, était dirigé contre le projet du gouvernement Sarkozy – Fillon de casser les concours d'enseignement primaire et secondaire, sous prétexte d'élever le niveau de compétences requis de la licence (bac +3) au master (bac +5), ce qui a permis à la direction du Snes-Fsu d'accepter le projet en prétextant, de manière totalement frauduleuse, une hausse du niveau de qualification. Or, cette « *mastérisation* » est assortie en fait d'une diminution sensible de la place laissée à la connaissance (des épreuves disciplinaires sont ainsi supprimées) en faveur des compétences « *transversales* », de la « *connaissance du système éducatif* », et surtout de la capacité à « *agir en fonctionnaire de l'État de façon éthique et responsable* ».

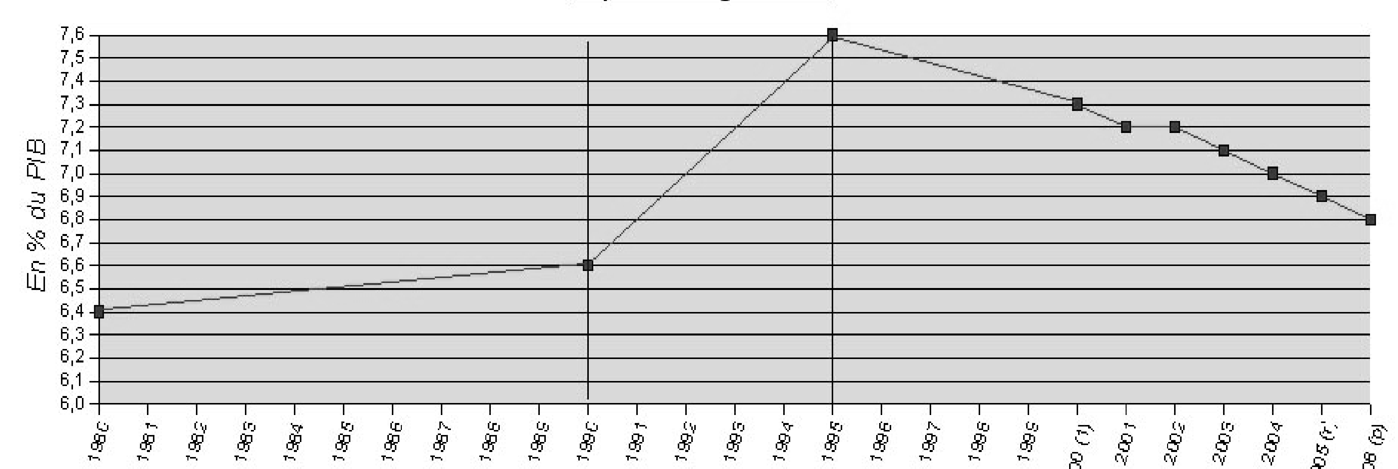
En outre, les masters enseignement viennent souvent remplacer les masters recherche, ce qui tend à réduire la place accordée à la connaissance. Le ministère de l'enseignement supérieur demande aux enseignants des universités d'élaborer les « maquettes » des masters enseignement, en d'autres termes de préparer les conditions de la destruction du savoir que leurs collègues du primaire et du secondaire ont à transmettre.

Pour les étudiants, ces décrets du 27 juillet 2009 représentent de nouveaux coups : nécessité de financer 5 années d'études universitaires au lieu de 3 ; suppression de l'année rémunérée comme professeur stagiaire ; en cas d'échec au concours (ou au master), recrutement en contrat court, comme remplaçant.

C'est un des objectifs de la modification des concours : tandis que le gouvernement supprime des postes à tours de bras dans l'enseignement public (16 000 en 2010, après 13 500 en 2009 et 11 200 en 2008), alors qu'il multiplie par deux le nombre de postes offerts aux concours externes d'enseignement privé (Cafep), il entend disposer, à la place des professeurs titulaires, d'une masse de contractuels non protégés par les statuts de la fonction publique, qu'il emploiera selon son bon vouloir, comme remplaçants.

La destruction de la formation des enseignants

Le concours en poche, les professeurs stagiaires vont se trouver atomisés, coupés les uns des autres. Plus question de se former, s'informer, collectivement, au sein d'une structure dédiée, dans laquelle interviennent des maîtres-formateurs qualifiés, des chercheurs, des représentants de courants pédagogiques, mais aussi les enseignants en stage de formation continue, les syndicats de l'enseignement public. Plus question d'apprendre son métier dans un collectif capable de s'approprier les acquis et l'histoire de sa profession, de s'organiser, de revendiquer. Les jeunes enseignants seront surtout poussés à reproduire, à obéir. Place au « *compagnonnage* » du stagiaire avec un enseignant et un seul : il s'agit de parer au plus pressé,



d'apprendre des techniques, des gestes. C'est la « formation » sur le tas, avant la prise de responsabilité d'une classe dès novembre. Les nouveaux recrutés, comme les élèves, sont sacrifiés.

L'enseignement primaire malmené

Le ministre Chatel a annoncé qu'il comptait « *installer d'ici la fin juin, la conférence nationale sur les rythmes scolaires* ».

> *Je souhaite traiter le problème dans sa globalité, en abordant le rythme pendant la journée, pendant la semaine, pendant l'année.* (*Le Monde*, 14 avril 2010)

Quand on sait que le même Chatel ne trouve rien à redire à l'entassement des élèves dans les classes, à la suppression des postes d'enseignants spécialisés dans le traitement de l'échec scolaire (1 500 rayés de la carte en 2010, 8 000 postes RASED menacés), à la destruction de la formation au métier d'enseignant, à la politique générale du gouvernement auquel il appartient, sa sollicitude pour « les rythmes scolaires » sent fort l'arnaque. Ils serviront de prétexte à une nouvelle attaque contre le cadre national de l'enseignement public et les garanties statutaires de ses maîtres : horaires variables, allongement et annualisation du temps de travail, intervention de « prestataires » associatifs, municipaux, sur temps scolaire, emploi des enseignants à d'autres tâches que l'enseignement (« accompagnement éducatif »)...

La tentative (projet de loi du député UMP Reiss) de relancer la mise en place d'EPEP (établissement public d'enseignement primaire) vient compléter le tableau de démantèlement du cadre national de l'instruction publique : regroupement de plusieurs écoles, dirigé par un gestionnaire ayant compétence pour embaucher, gérer les crédits de fonctionnement ou les chercher, ayant une fonction d'autorité hiérarchique sur les enseignants. La soumission aux collectivités locales, qui financent, ne pourraient que s'accroître ; le projet prévoit d'ailleurs qu'un élu de la commune présidera le conseil d'administration de l'EPEP.

Cette main mise des municipalités ou des régions est également contenue dans les attaques contre l'école maternelle (Éducation nationale) au profit des « jardins d'éveil » qui, eux, relèvent de « *la petite enfance* », une compétence des collectivités territoriales ou du secteur privé (type crèche d'entreprise ou associative).

À l'intérieur même des écoles, la politique de l'Etat patron essaie de diviser les enseignants, en introduisant des différences de rémunérations, alors qu'il bloque les augmentations du point indiciaire, accentuant encore les pertes de pouvoir d'achat : prime de 400 euros aux enseignants de CE1 et CM2 contraints de faire passer les nouvelles évaluations nationales (comme si les enseignants devaient être payés à la prestation !), stages de remise à niveau pendant les vacances, payés en heures supplémentaires, revalori-



sation des salaires de début de carrière (1/4 de la profession concernée).

L'attaque contre les lycées

Avant tout, il s'agit d'une réduction de l'enseignement et pas seulement de la suppression de l'histoire-géographie en terminale S. Tous les lycéens auront deux heures en moins de cours en classe de seconde, deux heures de moins en classe de première, deux heures de moins en classe de terminale. Ces heures de cours seront remplacées par *« deux heures d'accompagnement personnalisé »*.

C'est évidemment moins coûteux que la réduction des effectifs qui est pourtant une nécessité dans les classes de seconde et les classes de première et terminale des filières technologiques. Les dédoublements n'obéiraient plus aux règles actuelles qui découlent des disciplines et de l'effectif de la division (groupe classe) : *« les heures actuellement affectées aux dédoublements par discipline sont maintenues, elles sont globalisées »*.

D'ailleurs, les textes adoptés par le gouvernement contribuent à disloquer le « groupe classe » qui assure pourtant une certaine stabilité aux élèves, surtout les plus fragiles. Outre les deux heures d'accompagnement personnalisé déjà mentionnées, toutes les langues vivantes seraient enseignées par *« groupes de compétences »*. Les autres heures ne sont pas à l'abri de regroupements puisque la « réforme » renforce le *« tronc commun »*, *« les enseignements communs »*. D'ores et déjà, pour la classe de première, est mentionnée *« la possibilité de constituer des classes de différentes séries »*.

Les élèves pourront être évalués sur d'autres critères que les disciplines enseignées et même sur leur vie en dehors de l'établissement scolaire : *« Les responsabilités prises au lycée et en dehors deviennent un élément d'appréciation »*. Une des tâches des enseignants serait d'envoyer leurs élèves en entreprise, afin que les jeunes prennent tôt l'habitude de travailler gratuitement ou quasi-gratuitement : *« Tous les élèves sont encouragés à effectuer des stages en entreprise de courte durée »*.

La « réforme » des lycées est incompatible avec les statuts qui protègent les enseignants. Jusqu'à présent, grâce aux décrets du 25 mai 1950, les professeurs sont chargés d'enseigner un champ du savoir pour lequel ils sont compétents, selon un calcul hebdomadaire (15 heures ou 18 heures) et en présence collective des élèves (par classe ou demi-classe).

Le gouvernement entend déroger, en demandant de remplacer des professeurs absents d'une autre discipline, en *« invitant à changer de discipline, voire de métier »* (*Le Parisien*, 26 février 2010). 600 enseignants (en secrétariat et comptabilité) du rectorat de Créteil et maintenant avec « l'accompagnement personnalisé » qui est autre chose que de l'enseignement ; en outre, ces heures échapperaient explicitement au cadre hebdomadaire : *« l'accompagnement spécialisé n'a pas nécessairement une forme hebdomadaire »*. L'extension des tâches ne s'arrête pas là : *« Des séances de cinéma sont organisées dans tous les lycées, plusieurs fois par mois, en fin de journée ou les week-ends »*. Et il faudrait aussi faire le travail des conseillers psychologues dont les postes sont massivement supprimés :

> *L'orientation fait partie intégrante de l'accompagnement personnalisé… Un tutorat est mis en place pour suivre individuellement chaque élève volontaire, dès la classe de seconde… Le tuteur aide l'élève dans ses choix.*

Enfin, les professeurs seraient soumis aux organismes de cogestion (CP, CA) et à l'autorité du chef d'établissement : *« C'est l'équipe pédagogique qui élabore le projet d'accompagnement personnalisé. Ce dernier est ensuite soumis au conseil pédagogique, avant d'être présenté par le proviseur au conseil d'administration »*.

Sarkozy et Chatel présentent leur « réforme » comme donnant plus de liberté de choix à la jeunesse, mais elle procède en fait à la diminution de l'enseignement qui lui sera délivré, à l'accentuation de la concurrence entre lycées et à la flexibilité des travailleurs de l'enseignement, tandis qu'augmente la masse des travailleurs précaires dans l'Éducation nationale (105 000 AE, AVS, EVS… en 2010). Elle complète la réduction généralisée des services publics et de la protection sociale : 100 000 postes de fonctionnaires supprimés en trois ans, 34 000 de plus annoncés pour 2011 (*Les Echos*, 15 avril), plus de 50 000 suppressions de postes en 4 ans à l'école.

Les sommets syndicaux ont aidé l'offensive contre l'enseignement public

Les directions des principaux syndicats avaient préparé la « réforme » des lycées avec le ministre qui les consultait en permanence, comme il l'avait annoncé dès sa nomination : « *Je vais discuter cette semaine avec les organisations syndicales des modalités de mise en place de ce projet* » (*Le Monde,* 25 août 2009). Aujourd'hui, les dirigeants de l'UNSA et du SGEN-CFDT l'approuvent et le SNES-FSU supplie le gouvernement de reprendre la *« négociation »* pour aboutir à une meilleure *« réforme des lycées »*.

Les élèves et les travailleurs de l'enseignement ont, eux, des revendications, des exigences, dont les premières sont le maintien des postes, la baisse des effectifs par classe, le respect des statuts de 1950, le rétablissement de la formation pédagogique des professeurs stagiaires, l'abrogation de la loi Sarkozy-Chatel contre les lycées.

Que sont allés faire les représentants des syndicats les 7 et 8 avril aux « *États généraux de la sécurité à l'école* » sinon légitimer ce gouvernement qui a sup-

primé des milliers de postes de surveillants, qui envoie sa police quand les lycéens revendiquent, qui les contrôle au faciès ? Assez de tables rondes avec Sarkozy et ses ministres ! Dirigeants des syndicats, boycottez la « *conférence nationale sur les rythmes scolaires* » qui préparera une nouvelle atteinte au temps de travail des enseignants et à leur mission.

La participation incessante des directions syndicales à la discussion des attaques gouvernementales, à leur application, dans toutes sortes d'instances, affaiblit la capacité de riposte des personnels.

> *Dans les discussions avec le ministère, le SNUipp-FSU avait manifesté son hostilité à un schéma qui aurait placé d'emblée le stagiaire en responsabilité seul dans sa classe. Par ce dispositif, le ministre a reconnu le bien-fondé de cette critique.* (*Fenêtres sur Cours*, 8 mars 2010)

Non seulement le syndicat majoritaire dans le primaire a accepté de « discuter » la liquidation de la formation des maîtres, mais il trouve que la copie n'est pas si mauvaise : le stagiaire aura, au mieux, deux mois d'accompagnement ! Au lieu de dénoncer les régressions pour ce qu'elles sont, d'appeler à la mobilisation pour faire reculer le gouvernement, les directions des syndicats essaient d'engluer les personnels par le vote de motions dans les organes de cogestion dans lesquels elles siègent (conseils de gestion, conseils de département, conseils d'administration, Cneser...) ; ou encore par la signature de pétitions, comme celle qui réclame « une autre formation pour les enseignants » et se conclut par la demande d'une « concertation et d'états généraux de la formation » (SNUipp-FSU). Pour vaincre Sarkozy, Chatel, il faut organiser le face à face avec ces ennemis de la jeunesse et des enseignants ; quand ceux qui devraient organiser la bataille se tiennent assidûment en interlocuteurs ou conseillers du camp adverse, c'est difficile de gagner... À bas la participation à tous les organes qui peaufinent les coups contre l'école et leur mise en oeuvre !

Une autre tactique est de baptiser « victoire » une défaite : le 9 mai 2009, la direction du syndicat majoritaire chez les personnels de l'enseignement supérieur SneSup-FSU présentait, de manière mensongère, le décret d'application portant sur les statuts des enseignants chercheurs comme un *« recul du gouvernement »* (*Lettre Flash*, 7 mai 2009). Le dernier congrès de la FSU, la principale fédération syndicale de l'enseignement fut l'occasion de poursuivre le mensonge. Jean Fabbri, le secrétaire général sortant du SneSup, osa y affirmer que la mobilisation *« a marqué des points contre les logiques du pouvoir »* (3 février 2010), relayant ainsi les propos tenus quelques jours plus tôt par le nouveau secrétaire général, Stéphane Tassel, pour qui la lutte *« a permis des avancées »* (*L'Humanité*, 25 janvier 2010).

La direction de la FSU et de ses syndicats appuient toutes les opérations du gouvernement, *L'Humanité Dimanche*, 18 février



...vais calcul également que de s'être braqué au moment où tombent les « dotations horaires globales » des établissements. « Pas mal d'enseignants découvrent de nouvelles suppressions de postes pour la rentrée 2010. Je viens par exemple d'apprendre qu'on perd un dédoublement de classe et que j'aurai ainsi 24 élèves pour 12 postes en salle informatique », détaille Matthieu Brabant, responsable de la CGT Éduc'action Créteil.

Deux agressions d'élèves en quelques jours. La réponse du ministre Chatel : des états généraux en avril...

« AUX ÉTATS GÉNÉRAUX, NOUS AURONS DES PROPOSITIONS ! »

BERNADETTE GROISON, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FSU

Si nous participons aux états généraux que vient d'annoncer Luc Chatel, nous aurons d'abord des propositions en termes de moyens : on posera la question des enseignants et de leur formation, mais aussi de la façon dont on peut permettre à l'ensemble des personnels d'avoir un vrai travail d'équipe et une stabilité. On a aussi besoin de plus d'ambition dans le domaine éducatif pour savoir comment on aide un élève à construire un projet personnel d'éducation, comment on travaille en termes d'effectifs dans les classes, de relations entre les enseignants et les élèves ou de rapport aux apprentissages. Il faut aussi s'interroger sur la façon dont on peut éviter de mettre

En réalité, leur refus d'appeler à la grève générale, de rompre avec le gouvernement lui a permis de maintenir l'ensemble de sa politique contre la recherche et l'enseignement supérieur public, les étudiants, les personnels.

Front unique pour la défense de l'enseignement public et de ses personnels !

Comme tous les autres travailleurs, les personnels de l'enseignement public ont besoin de syndicats à leur service, organisés pour défendre leurs revendications et pas de « *partenaires sociaux* » de Sarkozy – Fillon – Chatel. Pour bloquer l'offensive contre l'école, il faut priver le gouvernement de l'appui qui lui est donné par les appareils syndicaux ; il faut l'isoler.

L'exigence adressée aux directions syndicales qu'elles rompent avec le gouvernement, qu'elles boycottent les organes de participation à l'élaboration et la mise en place de sa politique est indispensable : elle dévoile qui affaiblit le camp de la résistance aux attaques de la bourgeoisie, elle établit qui porte la responsabilité de l'inaction ou de l'inefficacité.

Assez de décréter des journées d'action par catégorie, des « grèves » de 24 heures égrenées chaque mois ! Front unique des syndicats de l'enseignement public pour l'abrogation des lois LRU contre l'enseignement supérieur et la recherche, des lois Fillon – Darcos contre l'école primaire, de la « réforme » des lycées et de la formation des enseignants ; rétablissement de tous les postes supprimés et création pour répondre aux besoins des jeunes en formation, des enseignants, des personnels ouvriers et administratifs.

Dirigeants des syndicats, ce gouvernement mène la guerre contre l'enseignement public : appelez à la grève générale pour le battre et ouvrir la voie à la satisfaction des légitimes revendications des élèves et des professeurs !

Italie
Solidarité avec le soulèvement des travailleurs agricoles africains !

Une surexploitation capitaliste féroce

En Calabre, région agricole du Sud de l'Italie, spécialisée dans la production d'agrumes, la main d'œuvre est constituée essentiellement par des milliers de travailleurs en provenance d'Afrique subsaharienne et du Maghreb. La loi Bossi-Fini transforme la plupart d'entre eux en immigrés clandestins, soumis à des conditions de travail et de vie proches de l'esclavage.

La crise capitaliste qui se fait durement ressentir aiguise les prétentions des petits et moyens propriétaires fonciers à payer le moins possible la force de travail pour continuer à exister. Cette petite bourgeoisie réactionnaire trouve, dans la mafia locale, des recruteurs qui se servent au passage sur la paye des ouvriers agricoles et font régner la terreur si nécessaire.

> *Le 18 septembre 2008, en Campanie, dans la petite ville de Castel Volturno, près de Naples, le clan des Casalesi, de la Camorra (mafia napolitaine), avait carrément abattu six jeunes Ghanéens.* (*Jeune Afrique*, 20 janvier 2010)

À Rosarno, une petite ville de 16 000 habitants dans la province de Reggio de Calabre, un millier d'ouvriers travaille aux champs 12 à 14 heures par jour pour un salaire journalier de 25 euros qui ne leur est pas toujours versé : les truands de la N'Dranghetta rackettent ou les patrons pleurent leurs mauvaises affaires... Des centaines d'Africains sont obligés d'habiter des constructions laissées à l'abandon, sans le minimum de confort, à la périphérie de la commune, rejetés, méprisés.

L'émeute des 7 et 8 janvier 2010

Deux ouvriers agricoles qui rentrent du travail, le soir du 7 janvier, essuient des tirs de pistolet à air comprimés, les blessant au bras. Cette agression n'est pas la première, elle fait suite aux innombrables insultes, vexations, molestations, comme en décembre 2008, quand deux ouvriers ivoiriens avaient été passés à tabac, entraînant une protestation pacifique des travailleurs immigrés de Rosarno.

Cette fois, la solidarité des autres travailleurs africains va se déployer en une explosion de colère, que ces exploités avaient dû ravaler plus d'une fois. Quittant leur sinistre dortoir de l'ex-usine Rognetta, ils décident de bloquer les routes qui mènent à Rosarno puis déboulent dans le centre, cassant des vitrines, des voitures, mettant le feu à des poubelles, dénonçant les violences, la misère, l'injustice. La police intervient et plusieurs charges violentes finissent par disperser les manifestants ; sept ouvriers sont arrêtés.

Avec la détermination, le courage dont le prolétariat sait faire preuve spontanément, ils organisent pour le lendemain, une manifestation à laquelle se rallient plusieurs centaines d'autres travailleurs immigrés de la plaine de Gioia Taura. Ils descendent la route nationale sur laquelle habituellement, les recruteurs mafieux sélectionnent ceux qui travailleront et ceux qui ne gagneront pas leur pain et passent leur exaspération sur les voitures, les poubelles, des vitrines sur leur passage. Le cortège atteint la mairie et une délégation rencontre le commissaire préfectoral Francesco Bagnato qui assure l'administration de la ville depuis sa mise sous tutelle, la dissolution du conseil municipal pour « *infiltrations mafieuses* ». Ce représentant du gouvernement promet que « *les dortoirs seront surveillés et protégés, des toilettes chimiques installées*». Les manifestants acceptent de rentrer.

La chasse aux Noirs

C'est alors que des milices armées ont lancé une véritable chasse aux travailleurs africains, frappés à coups de barre de fer, heurtés volontairement par des voitures, touchés par des rafales de fusils de chasse. Bien qu'ils n'aient eu pour se défendre que des armes de fortune, les ouvriers agricoles ont fait face aux nervis. Ils ont cependant dû se replier dans les abris où ils vivent, sous la menace des fusils, bloqués par une milice les menaçant de bombes incendiaires. Des exactions du même genre ont eu lieu dans toutes les campagnes avoisinantes.

Frauduleusement qualifiées de spontanées, de « *comités de citoyens* », les bandes qui ont frappé les travailleurs ont été organisées, à Rosarno, sous l'égide de l'ex-adjoint au maire, membre du parti de Berlusconi et des membres des clans mafieux s'y sont intégrés avec zèle. Il a armé la haine des boutiquiers, des affairistes, des petits patrons, des exploiteurs agricoles ou autres, effrayés par la révolte des exploités, charriant toute la lie immonde de la xénophobie, du racisme, tout le vieux fatras qui colle au mode de production capitaliste, aux rapports d'oppression et d'exploitation.

À cette violence des milices de type fasciste, s'est ajoutée la répression de l'État bourgeois. Il a évidemment pris le parti des massacreurs, du ramassis exigeant le « *nettoyage ethnique* », la déportation des ouvriers qui ont osé se rebeller.

La police est intervenue pour faire sortir les travailleurs africains de l'ex-usine Rognetta et les faire monter dans des cars pour qu'ils quittent Rosarno, les assurant que le ministère de l'Intérieur garantissait qu'ils resteraient libres. La presse bien pensante a expliqué qu'il s'agissait d'un sauvetage. En réalité, 1 000 travailleurs ont été transférés dans les « camps d'identification et d'expulsion » de Crotone et de Bari. La chasse aux immigrés s'est poursuivie les jours suivants, une autre centaine de saisonniers

ont été reconduits manu militari à la gare, des centaines, chassés sans que leur salaire du mois soit payé ; le « dortoir » de l'ex-usine Opera Sila, plus au Sud, a été vidé à son tour. Les bulldozers sont entrés en action le lundi 11 janvier pour détruire les habitats de fortune.

Le ministre de l'Intérieur Maroni (Ligue du Nord) a décidé la constitution d'un « *groupe de forces spéciales, de façon à affronter la question* [de l'immigration] *du point de vue de l'ordre public mais aussi du travail au noir.* »

> *C'est une situation difficile car pendant de nombreuses années, on a toléré une immigration clandestine qui a alimenté la criminalité et qui a généré des tensions comme à Rosarno.*

Quelles leçons politiques ?

Le soulèvement des ouvriers agricoles originaires d'Afrique démontre la capacité des opprimés à se dresser contre les oppresseurs. Il participe du combat pour en finir avec le capitalisme, fauteur de misère et de racisme. Il est notre combat.

Le manque de soutien des organisations ouvrières, partis et syndicats, leur refus de protéger, d'organiser cette fraction surexploitée du prolétariat affaiblit toute la classe ouvrière et lui fait courir des dangers mortels, comme le montrent les exactions contre les Africains, commises à Rosario. Front unique des partis et des syndicats qui disent parler au nom des travailleurs, pour la libération de tous les ouvriers internés à Cortone, à Bari ; pour l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés ; pour la libre circulation des travailleurs, leur libre installation ; pour imposer salaires et horaires qui permettent de vivre dignement ; pour la constitution de comités d'autodéfense contre les agressions des milices et de la police !

Avec le déferlement de la crise économique, la bourgeoisie mondiale intensifie sa pression sur le prolétariat pour faire encore baisser la valeur de la force de travail, pour lui faire supporter le prix des restructurations capitalistes, de la destruction des « canards boiteux ». Des secteurs de la petite bourgeoisie, commerçants, exploitants agricoles, petits patrons, craignent de disparaître dans l'étau. Comme aucune alternative ne se dégage du côté du prolétariat, parce qu'aucun parti révolutionnaire ne lève le drapeau du socialisme, elle cherche à échapper au sort que la bourgeoisie lui réserve en frappant sur plus faible et plus à portée.

Au plan politique, dans nombre de pays d'Europe, des partis xénophobes, se référant à l'extrême droite ou préférant se cacher sous le vocable de « populiste » refont des scores aux élections en Hongrie, en Autriche, au Danemark, aux Pays Bas, en Finlande, en Norvège, en Belgique, en France, en Italie où la coalition Berlusconi (Parti de la Liberté) – Bossi (Ligue du Nord) vient de remporter 6 régions, dont la Calabre. Ils essaient de profiter de l'usure des vieux partis traditionnels de la bourgeoisie qui apparaissent impuissants face à la crise économique mondiale, ils engraissent sur le fumier des renoncements de la sociale-démocratie et des partis ex-staliniens, de leurs trahisons.

Lutter efficacement contre le fascisme réclame de s'organiser pour rendre vivant le programme de la révolution prolétarienne ; aux masses qui souffrent sous le joug du capital, à la ville et à la campagne, il faut donner les solutions ouvrières pour sortir de l'impasse : front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, pour arracher les revendications urgentes de salaire, d'interdiction des licenciements, de libre circulation des hommes ; pour cela, expropriation des grands groupes capitalistes pour pouvoir organiser la production dans le but de satisfaire les immenses besoins de la population ; distribution du travail entre toutes les mains qui en cherchent ; ouverture des frontières, dissolution des armées et des polices ; milices ouvrières pour se défendre.

Pour le gouvernement des ouvriers et des paysans, pour la république socialiste mondiale des conseils ouvriers !


Rosarno, 9 janvier / AFP

RÉVOLUTION SOCIALISTE
organe du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik :
Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS
Site du CRP Pérou :
luchamarxista.blogspot.com
Site du KPR Autriche :
permanenterevolution.wordpress.com
Adresse de l'ITC Grande-Bretagne :
Socialist_Fight@yahoo.co.uk
Site du GB :
revolution-socialiste.info



RS32.05
ISSN : 1634-4006
Directrice de la publication : ML Herblot

Grèce
Les travailleurs payent très cher la crise des capitalistes

Tout au long du développement de la crise économique déclenchée en 2008, certains États se sont trouvés plus fragilisés que d'autres, particulièrement en Europe, où quatre d'entre eux (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne) se sont vus attribuer par des courtiers des marchés de capitaux l'acronyme peu flatteur de PIGS (« cochons »). La Grèce est le plus fragile d'entre eux.

La bourgeoisie se sert de l'argent des États bourgeois pour s'enrichir sur le dos d'un des maillons faibles de l'Union européenne

En 2009, Néa Dimokratía (Nouvelle démocratie) qui dirigeait le gouvernement bourgeois sortant, est battue par le PASOK (Mouvement socialiste panhellénique). Le PASOK est membre de « l'Internationale socialiste », comme un certain nombre de partis nationalistes bourgeois de pays dominés. Il n'a rien à voir avec les vieux partis ouvriers des pays impérialistes de l'Europe, c'est un parti récent, créé sur un programme nationaliste en 1974 par Andréas Papandréou, ancien ministre et ancien dirigeant de l'Union du centre.

Le 19 octobre 2009, le nouveau gouvernement grec dirigé par George Papandreou (le fils du fondateur du PASOK) a annoncé une révision du déficit budgétaire grec de 3,7 % à 12,5 % (les critères du « pacte de stabilité » exigent entre autres que ce nombre ne dépasse pas 3 %). La bourgeoisie grecque avait jusqu'alors réussi à masquer sa dette grâce à un montage comptable élaboré par Goldman Sachs, un des principaux responsables de l'éclatement de la crise financière. Peu de temps après, l'État vit sa note sensiblement diminuée par plusieurs « agences de notation », ce qui a déchaîné une vague d'attaques spéculatives contre lui. Les agences Fitch, Standard & Poor's, Moody sont des officines privées américaines qui sont payées pour noter les groupes capitalistes et les États qui empruntent sur les marchés de capitaux.

S'il est vrai que depuis longtemps le budget de la Grèce est déficitaire, que sa dette publique représente, d'après le FMI, 179 % de son produit intérieur brut (à en croire les critères du « pacte de stabilité » il ne devrait pas dépasser 60 %du PIB), ses comptes ne sont pas plus déséquilibrés que ceux des États-Unis, dont le déficit s'élève à 12,5 % du PIB en 2009, ou que ceux du Japon, dont le déficit en 2009 s'élève à 10,5 % du PIB, et dont la dette s'élève à quasiment 200 % du PIB. Au sein de l'Union européenne (UE), la dette publique représente en moyenne 175 % du PIB (234 % pour les Pays-Bas, 222 % pour l'Irlande...). Il est alors clair que les capitalistes de la finance ont décidé de prendre la Grèce pour cible. Ils ont choisi d'utiliser les centaines de milliards d'euros qui leur ont été prêtés l'an passé pour couvrir leurs dettes et réaliser de nouveaux profits pour s'enrichir en spéculant sur certains États plus fragiles, qui le font en retour payer aux travailleurs.

Dans la mesure où la Grèce est mal notée, elle doit verser des intérêts plus élevés pour emprunter (ce taux vient de dépasser 10 % contre 3 % pour l'Etat allemand et 3,2 % pour l'État français). Ainsi, les banques privées qui peuvent emprunter à leur banque centrale à des taux relativement faibles (guère au dessus du « taux directeur » qui est de 1 % dans la zone euro, 0,5 % aux États-Unis et en Grande-Bretagne) peuvent facilement s'enrichir en prêtant à la Grèce, ce qui en conséquence la fragilise plus encore et fait diminuer sa note, et ainsi de suite.

L'Union européenne est désunie lorsqu'il s'agit de sauver l'un de ses membres...

Le gouvernement grec a alors dû montrer patte blanche en présentant un plan d'assainissement de ses finances publiques, qui prévoit de ramener le déficit budgétaire à 2,8 % du PIB en 2012, ce qui implique non seulement une réduction radicale des dépenses publiques, et donc des attaques contre les travailleurs, mais également un soutien financier de la part d'autres États, à commencer par ceux de l'UE. Or, il lui fut refusé dans un premier temps. La France et l'Allemagne rivalisèrent d'égoïsme pour éviter d'opérer le premier sauvetage d'un État membre par l'UE, d'autant que le traité de Maastricht interdit à l'UE, ou à un État membre de soutenir financièrement un autre État, sauf *« événement exceptionnel échappant à son contrôle »* (article 103A) :

> *J'ai toute confiance que le gouvernement grec, sous l'autorité de Papandréou, mette en place ces mesures.* (Christine Lagarde, Ministre français de l'économie, 30 janvier).
>
> *Les contribuables allemands ou britanniques ne peuvent pas financer les échecs des autres.* (Rainer Bruederle, Ministre allemand de l'économie, 30 janvier)
>
> *Une aide pour la Grèce correspondrait à l'effondrement d'un barrage. Accorder une aide au pays qui entrave les règles nécessiterait d'accepter d'aider les autres.* (Otmar Issing, ex-économiste en chef de la BCE, *Financial Times*, 15 février)

Pourtant, que la situation échappe ou non au contrôle de la Grèce, les risques sont majeurs, sur

l'Espagne, sur le Portugal... mais aussi sur la France, dont les banques sont les plus exposées à la dette grecque (57 milliards d'euros, contre 43 milliards pour les banques allemandes) et sur l'existence même de la zone euro. C'est pourquoi les discours ont changé :

> *La pression sur l'euro s'accroît. L'Union européenne doit maintenant tout entreprendre pour stabiliser la Grèce et l'euro.* (Thomas Mayer, économiste en chef de le Deutsche Bank, *Bild*, 9 février)

La France et l'Allemagne, en raison des intérêts divergents de ces deux États, ils se sont rapidement opposés sur la question d'une aide.

Sarkozy, avec le soutien des gouvernements espagnol, italien et belge, souhaitait que l'UE apporte une aide financière à la Grèce, alors que Merkel, épaulée par les gouvernements hollandais, autrichien et finlandais, et par la Banque centrale européenne, privilégie un financement par le FMI.

La bourgeoisie française a plus à perdre que l'Allemagne d'un effondrement de la Grèce, c'est pourquoi Sarkozy s'agite pour que l'UE le suive, et il est d'ailleurs soutenu par le Parti socialiste : *« Je soutiens Mme Lagarde »* (Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, *France Inter*, le 19 mars).

Le Bundestag (la chambre des députés allemands) vota une position présentant comme illégal un soutien financier. Merkel se prononça en faveur de la possibilité d'exclure un pays de la zone euro. Schäuble, le Ministre allemand des finances, proposa de retirer le droit de vote aux États ne respectant pas les règles. *Focus*, un magazine allemand de référence, présentait la Vénus de Milo adressant un doigt d'honneur aux contribuables allemands : « Des tricheurs dans la famille de l'euro ». La Chambre basse des Pays-Bas vota une motion (acceptée par tous les partis) interdisant au gouvernement d'utiliser les finances pour aider la Grèce. La bourgeoisie allemande a finalement obtenu gain de cause, puisque la solution qu'elle préconisait, à savoir aide une aide mixte FMI-UE, a finalement été adoptée, à hauteur de 45 milliards d'euros



...MAIS ELLE EST UNIE POUR FAIRE PAYER AUX TRAVAILLEURS LA CRISE DES CAPITALISTES

En revanche, si la bourgeoisie allemande rechigne à financer l'État grec, elle lui apporte son *« soutien total »* et sa *« solidarité »* dans la guerre qu'il entend mener au prolétariat (Guido Westerwelle, Ministre des affaires étrangères, *Les Échos*, 2 février) ; Sarkozy a également félicité le gouvernement Papandréou pour la mise en œuvre de mesures draconiennes contre les travailleurs : relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 63 ans voire à 67 ans, gel des pensions de retraite, réduction de 30 et de 60 % des 13e et 14e mois de salaire des fonctionnaires, ce qui correspond à une baisse de 6,6 % des salaires, non-remplacement d'un fonctionnaire sur cinq (le secteur public emploie 35 % de la force du travail du pays), réduction des budgets de chaque ministère, hausse de 20 % des taxes sur les carburants, hausse de la TVA.

Les travailleurs ont engagé le combat, mais les directions syndicales de la GSEE, du PAME (dirigée par le KKE) et de l'ADEDY émiettent la riposte. Des grèves de quelques heures, d'un jour, de deux jours, furent appelées secteur par secteur. La GSEE organisait la division des travailleurs en déclarant ne soutenir que ceux qui touchent moins de 2 000 euros par mois et en refusant d'organiser une grève générale. Les directions syndicales ont accepté en revanche de « négocier » les attaques contre les travailleurs, sans jamais retirer leur soutien au gouvernement dirigé par le PASOK. Le KKE (Parti communiste de Grèce, stalinien) et Syriza (parti social-démocrate) détournent la colère des masses vers un anti-américanisme bien pour laisser souffler le gouvernement bourgeois Papandréou.

Des dizaines de milliers de travailleurs ont défilé, avec pour mot d'ordre « Aucune illusion, guerre contre les riches ! ». Pour s'ouvrir une voie, le prolétariat et la jeunesse grecs ont besoin de serrer les rangs face à la bourgeoisie, classe contre classe : Dirigeants des syndicats, rompez avec le gouvernement ! Pas d'union nationale pour ponctionner les salaires et les retraites !

Ils doivent exiger l'expropriation des banques, leur appropriation par les travailleurs, pour que la richesse créée par eux puisse servir à fournir à tous des emplois et leur assurer des niveaux de vie décents. Celle-ci doit être associée à la collectivisation des principaux secteurs de l'économie. Ces mesures conséquentes de défense des exploités sont partie intégrante du programme révolutionnaire ; seule la mobilisation des masses peut les arracher, en combattant consciemment pour un gouvernement ouvrier. Contre l'État bourgeois, contre la classe capitaliste, contre l'Union européenne, contre le FMI, l'avenir des travailleurs en Grèce, comme dans les autres pays, sera écrit par des gouvernements ouvriers unis dans les États-Unis socialistes d'Europe.

Grande-Bretagne

Votez pour le Parti travailliste, mais préparez-vous à la lutte ! Faites payer les patrons pour la crise !

La réalité de la lutte de classe, dans ces élections législatives, est comme un cadavre dans le placard [...] Pourtant, elle s'est imposée en dépit des efforts déployés de tous côtés pour l'empêcher. Au fil de la campagne, il est apparu que, quels que soient les vainqueurs, ils veulent sauver le capitalisme en imposant des coupes sombres dans les budgets sociaux. [...]

Les personnalités de gauche, les staliniens et même certains groupes prétendument révolutionnaires posent actuellement une fausse dichotomie. Une sorte d'escroquerie à notre encontre : il n'y aurait pas, à les croire, de crise du capitalisme. Il suffirait de contrôler l'avidité des banquiers, limiter les bonus excessifs, faire rendre gorge à l'évasion fiscale, arrêter la guerre en Afghanistan, tout irait bien.

C'était le credo de tous les orateurs à la manifestation de Save the Welfare [Sauver la Sécu] samedi 10 avril à la place Trafalgar. C'est aussi c'est le message principal en page centrale de *Socialist Worker* [*Travailleur Socialiste*, l'hebdomadaire de la plus grosse organisation se réclamant de la révolution, le SWP, ses correspondants français sont membres du NPA] diffusé ce jour-là : Il ne faut pas diminuer les dépenses publiques. Le déficit est de 310 milliards de £. Selon *Socialist Worker,* si nous venons à bout de l'évasion fiscale, cela rapporterait 123 milliards (est-ce vraisemblable ?). Si nous arrêtons la guerre et le programme de missiles Trident, nous sauverons 136,5 milliards de £ de plus (peu probable) et en imposant les riches, nous apporterions seulement 27,5 milliards de £ (s'ils payaient les cotisations sociales sur la totalité de leur revenu et si le taux de l'impôt sur le revenu passait de 40 % à 60 % sur la tranche supérieure, une proposition extrêmement modeste pour des « révolutionnaires ») Naturellement, ces revendications, à part la dernière (nous pourrions certainement exiger un taux de prélèvement plus conséquent et pourquoi pas l'instauration d'un impôt sur les grandes fortunes ?), pourraient faire partie d'un programme de transition. Mais, en tant que telles, comme l'avancent le SWP et d'autres à gauche, elles ne sont que des trucs keynésiens, tout à fait compatibles avec le capitalisme et d'ailleurs conçues pour cela.

Les capitalistes éprouvent le besoin de réduire les dépenses publiques pour sauver le capitalisme, ils vont le faire et nous devons être disposés à y faire face avec une politique révolutionnaire. Mais nous sommes peu nombreux sur ce terrain.

D'ailleurs, pourquoi se soucier de qui remporte les élections, si tous ont en tête de réaliser les mêmes économies budgétaires ? *« Du point de vue des travailleurs, cela ne fait aucune différence que le Parti travailliste de Gordon Brown ou le Parti conservateur de David Cameron gagne les élections législatives »*, dit *Workers Hammer* [*Marteau des Ouvriers*, le journal de la petite SL, dont le groupe frère en France est la LTF].

Les nostalgiques de la troisième période stalinienne du Revolutionary Communist Group [Groupe communiste révolutionnaire, un petit groupe gauchiste et castriste sans équivalent en France].

Le Socialist Party [Parti socialiste, dont les correspondants sont au NPA] appelle à voter uniquement pour les candidats du TUSC [un front du SP] et aucunement pour ceux du Parti travailliste.

Workers Power [Pouvoir Ouvrier, dont les correspondants sont aussi au NPA] appelle à voter pour son candidat à Vauxhall, Jeremy Drinkall, et pour le Parti travailliste dans les autres circonscriptions, tout en défendant, tout seul, l'idée d'un « nouveau parti anticapitaliste ». La version française vient de faire un bide avec 2,7 % aux élections régionales, soit la moitié de ce qu'il obtenait quand il défendait une ligne deux fois plus radicale en tant que LCR. Les travailleurs français n'ont visiblement pas été convaincus par son tournant vers la droite, que les camarades de Workers Power ont présenté comme un tournant vers la gauche. Comme leur principe est que les révolutionnaires de peuvent pas soutenir une organisation centriste qui devient réformiste, ils se voient contraints de tourner de nier la réalité.

L'Alliance for Workers Liberty [Alliance pour la liberté ouvrière, un groupe sans correspondants en France] appelle à voter pour sa candidate à Camberwell & Peckham, Jill Montford, et pour le Parti travailliste ailleurs, mais pas pour le TUSC. Leur campagne électorale est appelée « campagne socialiste pour arrêter les conservateurs et les fascistes » (SCSTF). Elle semble à première vue convaincante et mériter le soutien. Mais leur refus de soutenir des candidats de TUSC qui se présentent contre des travaillistes en prétendant qu'ils se situent à la droite du Parti tra-

vailliste est ridicule. Cela montre qu'ils se dirigent de nouveau vers une entrisme opportunisme au sein du Parti travailliste, qu'ils traitaient voici peu de cadavre puant. [...]

La tendance Militant du Parti travailliste s'est divisée en 1991. La majorité a quitté ce dernier et a fondé Militant Labour jusqu'en 1997 quand elle prit le nom de Socialist Party. La minorité est devenue Socialist Appeal [Appel socialiste], qui est toujours dans le Parti travailliste [ses correspondants en France sont dans le PCF sous le nom de La Riposte]. SA appelle à voter travailliste et elle essaie toujours, à la Ted Grant, de « redresser le Parti et combattre pour une politique socialiste ». Il réclame toujours une nouvelle constitution qui permettrait au gouvernement de diriger par décret de manière à nationaliser les 150 grands monopoles des « sommets régnants de l'économie », en contournant le Parlement, c'est-à-dire une parodie de dictature du prolétariat sans prolétariat, par une victoire électorale. Ces foutaises réformistes à la Ted Grant n'aboutiraient qu'à une catastrophe du type coup d'État de 1973 au Chili.

La démocratie soviétique, les conseils d'ouvriers, la démocratie directe et participative sont le vrai programme trotskyste. Le vote de la plupart des groupes de la gauche pour le Parti travailliste, dans ces conditions, est un vote rempli d'illusions. Tous les gouvernements travaillistes sont les gouvernements de capitaliste, défenseurs de l'impérialisme. Même Michael Foot, qui fut le plus à gauche des dirigeants travaillistes, a clairement défendu les intérêts de l'impérialisme britannique lors de la Guerre des Malouines en 1982.

La tactique du front unique ouvrier est une méthode pour exposer les contradictions d'un parti ouvrier bourgeois comme le Parti travailliste. travail. C'est la position de Trotsky en 1931 :

Aucune plate-forme commune avec la social-démocratie ou les dirigeants des syndicats allemands, aucune publication, aucun drapeau, aucune affiche commune ! Marcher séparément, frapper ensemble ! Se mettre d'accord uniquement sur la manière de frapper, sur qui et quand frapper ! On peut se mettre d'accord sur ce point avec le diable, sa grand-mère et même avec Noske et Grzesinski. À la seule condition de ne pas se lier les mains. (Lettre à un ouvrier communiste allemand)

Telle est la ligne du front unique à la base et au sommet. Exiger des chefs réformistes qu'ils combattent et combattre à côté d'eux quand ils combattent. Aucun pacte de non agression avant, après ou, si nécessaire, durant le combat uni. Trouver la voie des ouvriers réformistes pour leur prouver que nous sommes la vraie force qui exige l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme et la réaction, démasquer leurs chefs comme peu disposée à poursuivre la lutte jusqu'au bout parce qu'ils sont les défenseurs cachés du capitalisme comme les réactionnaires sont ses défenseurs ouverts. Ceci exige un parti séparé avec un programme indépendant et sa propre presse (l'aspect « marcher séparément » du front unique ouvrier).

C'est ce qui nous sépare de toute la gauche « révolutionnaire »qui vote Labour (SWP, AWL, SA, etc.). Les deux premiers n'osent même pas rompre avec la bureaucratie syndicale et voter contre la direction. Le numéro 3 de *Socialist Fight* a défini les raisons de notre vote pour le Parti travailliste. En 1920, Lénine se moquait ainsi des gauchises allemands ainsi :

Faut-il participer aux parlements bourgeois ? Les communistes "de gauche" allemands répondent à cette question avec le plus grand dédain - et la plus grande légèreté - par la négative. Leurs arguments ? « Repousser de la façon la plus décidée tout retour aux formes parlementaires de lutte qui, historiquement et politiquement, ont fait leur temps » Cela est dit en termes prétentieux jusqu'au ridicule, et cela est manifestement faux. « Retour » aux formes parlementaires ! Peut-être qu'en Allemagne la république soviétique existe déjà ? Non, ce me semble. Mais alors comment peut-on parler de « retour » ? N'est-ce pas là une phrase en l'air ? (Le Gauchisme, la maladie infantile du communisme)

Nous avons cité Trotsky en 1936 :

Quant aux élections législatives en France, je ne crois pas qu'on puisse accepter le boycott. Faire de la propagande pour les comités d'action, oui. Opposer les futurs comités d'action à la présente action électorale, non ! On ne peut boycotter le parlementarisme que quand on est assez fort pour le remplacer par l'action directe révolutionnaire. (Lettre à Fred Zeller)

Nous avons défini notre vue sur la façon dont le front unique ouvrier devrait s'appliquer : par des comités de base dans chaque branche pour contraindre la bureaucratie syndicale à l'action quand c'est possible et pour lancer l'action indépendante sans et contre eux si nécessaire.

Cette élection prépare les positions de bataille pour la lutte future entre les classes. Il est stupide de croire que cette étape n'aura aucune influence sur les résultats de l'affrontement à venir. Mais elles ne sont pas la bataille elle-même. Et dans cette bataille idéologique pour l'âme de la classe ouvrière. les groupes qui refusent de voter travailliste n'ont aucune intention de la mener sérieusement. Pour citer *Solidarity* et *Workers Liberty* [les publications de l'AWL], *« toute neutralité envers la nature du prochain gouvernement est une variante de défaitisme »*. Très juste, mais l'opportunisme envers le Parti travailliste et la bureaucratie syndicale n'en est qu'une variante.

Éditorial de *Socialist Fight n° 4*, printemps 2010 Adresse : SF / PO Box 59188 / UK—London NW2 9LJ
Abonnement pour 4 numéros : 10 £ pour l'UE à envoyer à Socialist_Fight@yahoo.co.uk, accrédité Paypal

Tract de l'ITC-SF et du GKK distribué à Berlin pour le 91e anniversaire de l'assassinat de Liebknecht et Luxemburg

Pas un homme et pas un centime pour la guerre en Afghanistan ! Exiger des bureaucrates syndicaux de combattre le capitalisme et mobiliser la base indépendamment d'eux s'ils s'y refusent !



Le bilan de Die Linke [le parti La Gauche né de la fusion en 2007 du PDS, ex-stalinien et de la WASG, une scission du SPD dirigée par Lafontaine] et de sa participation depuis quatre ans au gouvernement de la ville de Berlin est lamentable. Son opposition au capitalisme « néolibéral » est purement abstraite. Confronté à la réalité de la gestion du capitalisme, il a mené lui-même en première ligne des attaques brutales contre les travailleurs.

Malgré tout, DL est un des rares partis « de gauche » en Europe à avoir eu récemment un succès électoral. Par contraste avec les revers encaissés par d'autres partis sociaux-démocrates lors des élections au Parlement européen en juin 2009, il a pu clairement progresser dans trois lands allemands en aout et lors des élections au Bundestag en septembre. En Sarre, il est passé de 2,3 % (en 2004) à 21,3 %, il a pu atteindre 23,6 % en Saxe et 27 % en Thuringe et même dans certains cas dépasser le SPD.

Il y a eu peut-être en Sarre les événements politiques les plus révélateurs qui montraient dans quelle direction va DL : dans le fief politique de Lafontaine il y eut deux variantes de coalition. Les Verts jouèrent l'arbitre et menèrent des négociations séparées (avec le FDP et DL) et obtinrent « deux réponses presque équivalentes » de leurs partenaires potentiels. En d'autres termes : il n' y avait pas de différences notables dans l'art et la manière de vouloir gérer le capitalisme selon la direction de DL et selon le FDP bourgeois. Le SPD avait déclaré avant les élections que des coalitions avec le parti DL seraient acceptables au niveau régional pour montrer ainsi son « visage gauche » après avoir perdu sa popularité par son rôle dans l'application de la politique capitaliste durant son propre mandat et ensuite dans la Grande Coalition avec la CDU d'Angela Merkel. En Thuringe, le SPD repoussait une coalition rouge-rouge, par contre dans le Brandebourg, elle en acceptait une sur la base d'un programme brutal de destruction d'emplois et de réduction de dépenses publiques. Dans le Brandebourg, le SPD et DL se sont unifiés sans problème pour la réduction du personnel pour les cinq prochaines années. Le SPD désire supprimer jusqu'en 2019 10 000 emplois dans l'administration publique, donc un cinquième de tous les emplois dans ce domaine et a menacé aussi de coupures dans d'autres secteurs.

Les différences de composition des coalitions ne reposent pas sur des principes et, au niveau régional, les principes comptent visiblement moins. Au niveau fédéral, par contre, on fait miroiter hypocritement de grandes différences, comme par exemple à propos du soutien du SPD aux troupes en Afghanistan (« l'ennemi principal est dans ton propre pays ») et des réductions de prestations sociales. Aujourd'hui, DL se contente de défendre « l'économie sociale de marché » en répandant d'immenses illusions sur l'État bourgeois. Cela rappelle la politique du SWP britannique (qui a scissionné récemment) à l'intérieur de leur front RESPECT qui voulait combattre le « New Labour » de Tony Blair par un recours au « vieux Labour » : Ramenez nous donc au bon vieux temps de Willy Brandt et d'Harold Wilson ! La politique populiste d'Oskar Lafontaine mène à un rapprochement avec le racisme et la xénophobie – comme la privation de la citoyenneté pour tous ceux qui « ne parlent pas allemand, ne payent pas leurs impôts et ne prennent aucune part au financement de l'État-providence». Cela rappelle les « boulots britanniques pour les travailleurs britanniques » de Gordon Brown et rend exactement service aux nazis en s'inspirant de leur politique et en leur conférant ainsi de la respectabilité. Stefan Bornost de Marx 21, le groupe entriste dans DL [affilié à la TSI dirigée par le SWP britannique], pense par contre que « *pour DL c'est un suicide politique de participer à un gouvernement en temps de crise économique* ». C'est donc une mauvaise tacti-


Rosa Luxemburg

que que de se faire pincer à soutenir le capitalisme, il vaudrait beaucoup mieux jouer une opposition apparente pour davantage de consommation publique au lieu de prendre parti pour la chute du capitalisme... L'autre groupe d'opposition est DL Socialiste qui comprend de nombreux staliniens de l'est et des syndicalistes de l'ouest qui pratique un peu de propagande révolutionnaire mais est en réalité un regroupement centriste à moitié réformiste.

DL n'est pas une « alternative socialiste » au SPD mais seulement un autre parti capitaliste réformiste avec une base ouvrière radicale. Le SPD est aussi un parti ouvrier bourgeois qui a une base dans les secteurs privilégiés et donc les plus conservateurs de la classe ouvrière.

Les socialistes révolutionnaires utilisent donc une tactique flexible envers ces partis qui ont déjà participé à des gouvernements bourgeois, lesquels ont trahi les travailleurs, et qui veulent continuer à y participer.

Notre programme repose sur le front unique ouvrier : avec les bureaucrates s'ils se battent, contre les bureaucrates s'ils nous vendent – ce qu'ils font souvent ! C'est le fondement du combat de Lénine contre les courants ultragauches au 2e congrès de l'Internationale Communiste en 1920. Ce combat était le fondement du programme de transition de Trotsky de 1938.

Des groupes purement propagandistes comme le SPAD [section de la LCI dirigée par la SL des États-Unis] qui repoussent toute participation aux luttes pour *« les intérêts et les besoins élémentaires des masses ouvrières comme celles-ci se les représentent aujourd'hui »* (*Programme de transition*) et ne font qu'attaquer d'autres courants de gauche ne peuvent par définition rien entreprendre ni diriger personne. Même s'ils s'y essayaient comme en 1989 au Parc de Treptow, ils capituleraient lamentablement devant les staliniens et la soi-disant « Armée Rouge » (un nom que cette armée ne mérite plus depuis la fin des années 1920). D'autres comme le GAM [section de la L5I animée par Workers Power de Grande-Bretagne] sont mieux à même d'adresser des exigences à la bureaucratie pour la démasquer ensuite, mais ils se bercent de l'illusion que des groupements comme le Forum Social Européen et le NPA français construiront leur Cinquième internationale au moyen de couches non-prolétariennes.

Nous fondons notre programme sur Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Vladimir Lénine et Lev Trotsky, pas sur des réformistes traîtres comme Bernstein ou des contre-révolutionnaires comme Noske, Scheidemann et Ebert ou Staline qui sont les précurseurs du SPD et de DL d'aujourd'hui.

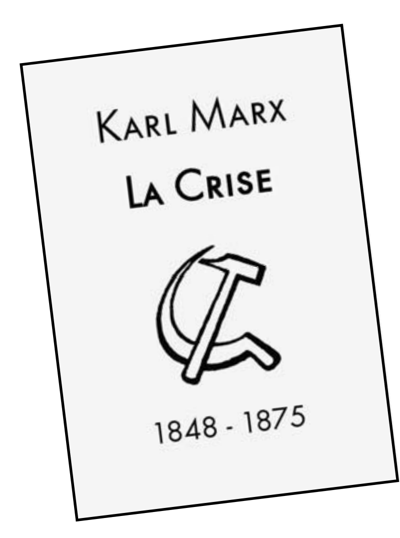
C'est pour cela que l'héritage de la Quatrième internationale est si important : « pas de socialisme sans démocratie », comme l'expliquait dans une phrase célèbre Luxemburg. Cela signifie que la classe ouvrière elle-même doit triompher de la réaction et du fascisme et qu'il n'y a qu'elle qui puisse ériger la société socialiste.

Mais la classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire et c'est pourquoi nous nous démarquons clairement de ceux qui veulent opposer Luxemburg à Lénine – nous avons besoin d'un parti révolutionnaire qui prête sa voix aux efforts révolutionnaires pour la libération de l'humanité et puisse diriger ses efforts. C'est pour cela que nous avons besoin aussi bien de l'héritage de Lénine que de celui de Luxemburg. C'est la véritable tradition révolutionnaire que nous devrions fêter aujourd'hui, pas la capitulation réformiste de Die Linke devant le capitalisme.

9 janvier 2010

Gruppe Klassenkampf (Autriche)
ITC Socialist Fight (Grande-Bretagne)


Karl Liebknecht, 1911



Marx, La Crise, Cahier Bolchevik n° 21

Souvent, les critiques de Marx ironisent sur son absence d'une théorie des crises ou lui reprochent de juxtaposer plusieurs explications : la sous-consommation de la classe ouvrière, le déséquilibre entre les branches de production, l'étranglement des profits par l'augmentation des salaires, le parasitisme de la finance sur le capital productif, etc. Certes, Marx n'a pas rédigé d'ouvrage dédié à la crise économique. Par contre, un certain nombre d'articles d'actualité qu'il écrivit pour la presse de son époque et tous ses travaux économiques abordent la crise. Malgré l'expérience limitée des crises à son époque, Marx y anticipe la distinction entre d'une part les crises sectorielles, conjoncturelles et locales, et d'autre part la grande crise capitaliste, générale et mondiale. Il conçoit aussi que chaque crise est spécifique et réclame donc une étude particulière, tout en reposant sur une véritable théorie générale des contradictions du capitalisme qui conduisent inéluctablement à la catastrophe.

L'axe de son analyse est immanent au mode de production capitaliste (il ne part pas d'événements extérieurs pour expliquer la crise). Marx procède de la production (et non de la consommation, aussi importante soit-elle) et de l'extraction de la plus-value ou survaleur (et non du partage ultérieur de la plus-value sociale entre les fractions de la classe capitaliste, dont le capital de la finance). Face à la classe ouvrière, l'ensemble de la classe exploiteuse tente de briser la résistance des travailleurs et d'accroître l'exploitation ; face à la concurrence des autres entreprises, chaque capitaliste individuel tente d'abaisser son coût de production. L'augmentation du capital constant (achat de moyens de production) au détriment de la part du capital variable (achat de force de travail) est le principal moyen d'atteindre ces deux objectifs.

Quelque soit le succès initial de telle ou telle entreprise vis-à-vis des autres, quelle que soit l'efficacité provisoire de contre tendances, le résultat est tôt ou tard une baisse du taux de profit. Alors, peuvent se produire une offensive capitaliste contre les salaires directs et indirects, un krach financier (de la Bourse, des banques, du change...), une insuffisance de la demande, une régression protectionnisme, etc. Il ne s'agit pas pour autant de la cause véritable des crises économiques, mais plutôt de moments particuliers de telle ou telle crise, exprimant tous la suraccumulation du capital en regard d'une plus-value totale désormais insuffisante. La véritable barrière du capital est le capital lui-même.

Le professeur d'université Daniel Bensaïd a publié (pour 14 euros) de prétendus « inédits de Marx sur la crise ». Or, Roger Dangeville, militant du courant bordiguiste, infatigable traducteur et éditeur de Marx et Engels des années 1960 et 1970, avait déjà compilé en 1978 un recueil quasi-exhaustif pour 10/18, incluant ceux qui sont préfacés par le théoricien du NPA comme inédits. Cer ouvrage figure dans la bibliothèque de Bensaïd : bravo pour l'honnêteté intellectuelle !

Textes choisis, 62 pages, avec un lexique et une chronologie, 1 euro auprès des militants, 2 par la poste. La lecture préalable de *Salaire, prix et profit* de Marx, publié dans la même collection (*Cahier Bolchevik* n° 9), est conseillée.



Pour empêcher la nouvelle offensive contre les retraites : dirigeants des syndicats, rompez avec le gouvernement !

Sarkozy a annoncé qu'il poursuivrait ses « réformes », c'est-à-dire les attaques contre les droits des travailleurs et de la jeunesse, quel que soit le vote de la population. À son calendrier, une nouvelle offensive vise à réduire les pensions versées aux salariés, ce qui, en cas de succès, viendrait aggraver le démantèlement entamé en 1993, poursuivi en 2003 et 2007.

Derrière l'attaque contre les retraites, il y a la rapacité capitaliste

En France et dans tous les pays capitalistes où la classe ouvrière avait conquis un minimum de droits, les gouvernements successifs rognent les retraites des ouvriers, des employés, des techniciens... en augmentant la durée de cotisation, en reculant l'âge du départ, en diminuant les pensions, en calculant par points... En France, en 1995, le taux de la retraite par rapport au salaire antérieur était de 79 % ; en 2007, il était passé à 72 %.

La cause n'est pas à chercher dans le « trou de la Sécu », car le total des déficits de tous les régimes reste dérisoire par rapport à celui de l'État (dette de la Sécu : 141 milliards ; de l'État : 1 158 milliards). Le déficit de la protection sociale est organisé par le refus d'augmenter les cotisations patronales et par la multiplication des exemptions. La raison est encore moins dans la « justice » ou « l'égalité », puisqu'il s'agit toujours d'aligner les pensions non sur les mercenaires de l'armée impérialiste, les « parachutes dorés » ou la retraite des ministres et des présidents, mais toujours sur la règle la moins avantageuse qui frappe des salariés (règle elle-même fixée auparavant par l'État bourgeois).

Les capitalistes et leurs gouvernements tentent de faire payer leur crise aux travailleurs, alors que les groupes industriels licencient en masse et que les groupes financiers spéculent de nouveau à grande échelle. En fait, il s'agit de nous faire travailler plus (plus intensément, plus longtemps) pour gagner moins (quand nous travaillons, quand nous ne trouvons pas d'emploi, quand nous vieillissons). Ceux qui produisent toutes les richesses en obtiennent une moindre part (les salaires nets, les pensions de retraite, les allocations chômage...), tandis que les exploiteurs et leurs agents dans les entreprises, l'État, les medias, les religions... s'en approprient une plus grande part.

Sarkozy veut associer les syndicats

Cela n'a pas empêché les chefs syndicaux de sabler le champagne avec Sarkozy le 15 janvier. Il les a chaudement remerciés pour leur aide :

> *Notre pays ne s'est pas déchiré parce que nous avons agi vite, ensemble, avec un sens aigu des responsabilités qui sont les nôtres...*

De nouveau, les représentants confédéraux se sont rendus au palais de l'Elysée pour la première étape de l'offensive contre les retraites, le « sommet social » du 15 février. De nouveau, Sarkozy a fait appel à eux :

> *La réforme des retraites est trop importante pour qu'elle ne soit pas conduite de manière concertée, ouverte et sur la base d'un diagnostic partagé.*

Le *« diagnostic »* du Conseil d'orientation des retraites est attendu en avril. Il sera *« partagé »* car les représentants des syndicats (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, UNSA) siègent au COR aux côtés du patronat et des « experts » de la bourgeoisie (tous ces gens auront de bonnes retraites, eux). D'ores et déjà, le COR annonce qu'il faudra *« réformer »* à cause de la *« dégradation rapide de la situation financière des régimes de retraite en 2009 et 2010 »*.

En attendant, Thibault a préparé l'appareil de la CGT lors du congrès de décembre. Plus question dans le document d'orientation de retour aux 37,5 annuités et aux 10 meilleures années ; contre ces légitimes revendications ouvrières est avancée une *« maison commune des régimes de retraite »* qui laisse présager le recul pour tous de l'âge de départ, la fin du calcul sur les 6 derniers mois travaillés pour les travailleurs de la fonction publique, la liquidation des acquis qui restent encore, liés aux différents statuts.

Au lieu de dénoncer les prétentions de Sarkozy à aggraver le sort des salariés, toutes les directions syndicales avalisent la « nécessité de réformer ». Elles font donc des « propositions » et elles présentent la prochaine offensive patronale et gouvernementale contre les retraites comme une « discussion » entre « partenaires » : *« Nos propositions »* (Solidaires), *« Le dossier des retraites, dont le gouvernement a choisi le calendrier, va concentrer les attentes »* (FO), *« Le débat est lancé »* (FSU).

La lutte de classe, la grève générale peuvent défaire l'offensive et battre le gouvernement

Comme exutoire, les directions syndicales s'apprêtent à appeler d'ici le vote de la loi réactionnaire à quelques « journées d'action » inoffensives :

> *Les rendez-vous fixés par le président de la République et les négociations avec le patronat doivent être l'occasion d'apporter des solutions favorables aux salariés.* (CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, *Communiqué*, 16 février 2010)

Seuls des demeurés ou des complices peuvent prétendre que, à partir de *« rendez-vous fixés par le président de la République »*, pourraient surgir *« des solutions favorables aux salariés »*.

Dirigeants des syndicats, cessez de collaborer avec le gouvernement et le patronat ! Quittez le COR, rompez avec Sarkozy-Fillon et formez un front uni pour faire échouer l'attaque contre les retraites !

Les grèves de 24 heures à répétition épuisent la mobilisation et protègent le gouvernement : dirigeants des syndicats, organisez la riposte, appelez à la grève générale pour bloquer le projet de loi contre les retraites !

Maintien des 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) ! Retour aux 37,5 annuités pour tous et prise en compte des périodes de chômage ! Calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois ! Indexation des pensions sur les salaires !

(tract diffusé le 23 mars 2010)